

Questions stratégiques dans la III^{ème} internationale de la fondation aux années 30

La troisième internationale

La 3^{ème} Internationale, ou Internationale Communiste (IC), est fondée, à la différence des 1^{ère} et 2^{ème}, sous l'impulsion de la révolution d'Octobre sur une base théorique très délimitée, pour diriger les luttes révolutionnaires.

Elle tient ses quatre premiers congrès en mars 1919, juillet 1920, juin 1921 et novembre 1922.

La crise de l'URSS et du parti bolchevik à partir de 1923, au sein duquel apparaît à cette date l'opposition de gauche, l'échec de la révolution en Allemagne en 1923 qui isole l'état soviétique vont avoir un effet sur la direction et les orientations de l'internationale.

Le 5^{ème} congrès juin-juillet 1924 n'est pas encore un congrès stalinien ; mais il n'est déjà plus de la même nature, il est organisé, les cartes sont « maquillées ¹ ». Ce congrès organise la « lutte contre la droite » (pour condamner l'opposition russe, avec le silence de Trotski) et la « bolchevisation ». C'est au cours de cette année-là que Staline commence à développer la perspective du « socialisme dans un seul pays » qu'il faut protéger contre la restauration capitaliste par des victoires ailleurs.

La dégénérescence a commencé. A partir de 1924 se détruisent petit à petit les espoirs suscités à sa naissance : le soutien apporté au réformisme anglais en 1926, l'écrasement de la révolution chinoise de 1926-27, les exclusions politiques au sein du parti bolchevik en sont les premières expressions.

Au 6^{ème} congrès (septembre 1928) toute l'opposition de gauche a été exclue, les luttes intérieures du parti bolchevik sont devenues déterminantes pour l'IC. C'est alors qu'est engagée la politique dite de « troisième période »,.

Avec la capitulation devant le nazisme en 1932-1933, puis l'écrasement du prolétariat autrichien en février 1934, un seuil est franchi.

A partir de 1933, le passage des partis communistes au réformisme est rapide, il est scellé au 7^{ème} congrès de 1935 par l'abandon officiel de la troisième période au profit de la politique des fronts populaires, illustrée par la déclaration Laval-Staline en mai 1935.

¹ Pierre Franck « Histoire de l'internationale communiste » page 359

1) **La faillite d'août 1914**

4 août 1914

L'éclatement de la première guerre mondiale était en soi une défaite du mouvement ouvrier. Même si à la veille de la guerre, devant la menace, il y eut des manifestations puissantes de travailleurs dans les principaux pays, les puissances impérialistes se sentaient assez fortes de leurs arrières, capables de maîtriser les luttes de classe de leurs propres pays, pour entreprendre de régler leurs contradictions par la guerre. L'hostilité à la guerre ne pouvait l'arrêter.

La question de la guerre rassemblait tous les problèmes politiques,

- **rappports de la classe ouvrière avec les autres classes,**
- **rappport du parti ouvrier avec l'état et le gouvernement**

La question avait été longuement discutée dans les années précédentes. Lors du congrès socialiste international de Stuttgart de 1907, la motion contre la guerre adoptée intégrait l'amendement proposé par Rosa Luxembourg, Lénine et Martov qui indiquait une ligne de conduite générale :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est le devoir des classes laborieuses et de leurs représentations parlementaires dans les pays concernés, soutenus par l'activité de coordination du bureau international, de tout faire pour empêcher la guerre d'éclater par le moyen leur paraissant le plus efficace, et qui peut varier selon l'intensité de la lutte des classes et l'aggravation de la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils (les socialistes) ont le devoir d'intervenir pour la faire cesser et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique provoquée par la guerre pour agiter les masses populaires et précipiter la chute de la domination capitaliste »

La trahison des partis socialistes qui votèrent presque tous les crédits de guerre, c'est la faillite de la seconde internationale, qui a évidemment un effet majeur sur la profondeur de la défaite face au déclenchement de la guerre.

Naissance du courant communiste

nécessité d'une internationale pour la révolution prolétarienne

Tous les dirigeants révolutionnaires qui allaient devenir les figures les plus éminentes du mouvement communiste, Lénine, Rosa Luxembourg, Trotski ... furent d'abord surpris par l'ampleur de la trahison. Au début Lénine a cru que c'était de l'intoxication, de l'incompréhension. Ce qui domine, c'est aveuglement, alors que le phénomène n'était que l'aboutissement logique de l'évolution du SPD

Cette opposition révolutionnaire se prononce rapidement pour la construction d'une autre internationale, d'une structure différente de celle qui vient de capituler. Jusqu'en 1914, la tendance générale était à l'unification du mouvement ouvrier, elle va s'inverser.

Lénine dans « *situation et tâches de l'internationale socialiste* » en novembre 1914 :

« la IIème internationale a rempli sa tâche, utile, préparatoire, d'organisation des masses prolétariennes pendant une longue période de paix qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide (dernier tiers du XIX^o siècle au début du XX^o).

A la III^o internationale d'organiser les forces du prolétariat pour l'assaut révolutionnaire des gouvernements capitalistes, pour la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme ! »

Lénine écrit « *la faillite de la II^e internationale* » en juin 1915

On y trouve la définition « classique » d'une situation révolutionnaire :

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée; crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus".

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le "sommet" lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire. On a connu cette situation en 1905 en Russie et à toutes les époques de révolutions en Occident mais elle a existé aussi dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne, de même qu'en 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, bien qu'il n'y ait pas eu de révolutions à ces moments-là.

Pourquoi ? Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité, en ce qui concerne la classe révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez vigoureuses pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne "tombera" jamais, même à l'époque des crises, si on ne le "fait choir". »

Trotsky écrit « *La guerre et l'internationale* » en octobre 1914

« Le krach de la IIe Internationale est un fait, et ce serait de l'aveuglement ou de la lâcheté de fermer les yeux sur cet événement. ... Il ne s'agit pas ici d'un simple différend provisoire ou fortuit, mais de querelles concernant «la question nationale» et de la capitulation des vieux Partis dans cette épreuve historique imposée par la guerre.....

Dans leur chute historique, les gouvernements nationaux entraînent avec eux les Partis socialistes nationaux. Le Socialisme ne périra pas, mais seule disparaîtra son expression historique provisoire. L'idée révolutionnaire se transforme.....

La IIe Internationale n'a pas vécu en vain. Elle a accompli un travail d'intense culture sans égal au monde. Elle a redressé et relevé une classe écrasée. Le prolétariat ne doit pas recommencer à zéro. Il ne s'engage pas les mains vides sur une nouvelle route. L'époque révolue lui a légué un riche arsenal intellectuel. Les temps nouveaux l'obligent à joindre à l'ancienne arme de la critique une nouvelle forme de critique : les armes !.....

Nous, marxistes révolutionnaires, n'avons aucune raison de perdre espoir. L'époque dans laquelle nous entrons sera notre époque. Le Marxisme n'est pas vaincu.....

Nous ne nous livrons pas au désespoir devant le naufrage de l'Internationale, cette vieille forme idéologique balayée par l'Histoire L'ère révolutionnaire sera créée à partir des sources inépuisables du prolétariat qui s'élèveront à la hauteur des nouveaux problèmes. Nous nous mettons à l'ouvrage sous les aboiements enragés des mercenaires et le glapissement patriotique des chacals capitalistes. Nous gardons la tête froide au milieu de cette musique

infernale de mort. Nous gardons la vue claire et nous nous sentons l'unique force créatrice de l'avenir ! Nous sommes plus nombreux qu'il ne le paraît ! Demain, nous serons incomparablement plus nombreux qu'aujourd'hui. Soixante-sept ans après la publication du «Manifeste», se grouperont sous notre drapeau des millions d'hommes qui n'ont rien à perdre, sauf leurs buts !»

Rosa Luxembour « Thèses du Spartakusbund » un peu plus tard (avril 1916)

« 11- La II^o internationale a été brisée par la guerre..

12- Face à la trahison des objectifs et des intérêts de la classe ouvrière par les directions officielles des partis socialistes des principaux pays, face à leur abandon du terrain de l'Internationale prolétarienne pour adopter le terrain de la politique impérialiste bourgeoise, il est d'une nécessité vitale pour la cause du socialisme de créer un nouvelle internationale ouvrière qui reprenne la direction et la coordination de la lutte des classes révolutionnaire contre l'impérialisme dans tous les pays

2) L'actualité de la révolution prolétarienne

► Les débats autour de la révolution Russe

Suite à la révolution de 1905, la question que débattaient les révolutionnaires et progressistes russes n'était pas de savoir si une révolution était nécessaire et possible pour en finir avec le tsarisme : elle l'était pour tous, tant la société apparaissait bloquée.

Il était évident aussi que les ouvriers et les paysans en seraient les acteurs.

Mais qui devrait la diriger et quelles transformations pourrait-elle opérer ?

DEBAT en Russie :

Révolution contre autocratie :

- serait-ce une révolution dirigée par la bourgeoisie pour réaliser les transformations indispensables à tout pays moderne comme la réforme agraire et la démocratisation de la société ?

- serait-ce une révolution dirigée par la classe ouvrière, allant jusqu'au renversement du capitalisme, une révolution socialiste ?

Cette question, « théorique » avant 1917, devient éminemment pratique et cruciale après la révolution de février 1917, après que le tsarisme a été renversé et que se met en place un régime de démocratie bourgeoise.

Elle se confond dès lors avec la question : réforme ou révolution ?

est-ce que les partis de la classe ouvrière doivent envisager de conquérir, à court terme, le pouvoir politique, et donc de renverser le gouvernement issu de la révolution de février ?

ou bien doivent-ils se limiter à pousser ce gouvernement le plus loin possible, tout en renforçant l'organisation de la classe ouvrière, et à se satisfaire d'un régime de démocratie bourgeoise qui, selon le schéma d'un certain nombre de marxistes, devait se développer pleinement avant que ne soit possible une révolution socialiste ?

Car il y a eu une répétition générale avec la révolution de 1905

Tous les problèmes s'y sont posés, avec

- l'emploi par les ouvriers de la grève générale,
- les soviets qui de direction de la grève sont devenus une nouvelle forme d'organe de pouvoir,
- la liaison entre le prolétariat et les masses paysannes,
- l'attitude de l'armée, l'insurrection,
- la participation aux institutions parlementaires puisque la révolution a contraint le tsarisme à concéder une forme de parlementarisme tronqué, la douma, le parlement.

Mais l'expérience essentielle au plan politique est l'attitude de la bourgeoisie dans la révolution. Sans jamais rien tenter elle-même contre le tsarisme, elle a cru pouvoir utiliser les ouvriers pour lui faire lâcher des concessions. Mais quand elle a vu que les ouvriers ne démordaient pas de leurs propres revendications et remettaient en cause la propriété privée, s'est brutalement retournée contre eux et a appuyé la répression.

Trotsky et les débuts de la théorie de la révolution permanente

Quatre positions dans la SD russe en 1905.

- Les Mencheviks : la révolution sera typiquement bourgeoise par sa nature, fondée sur une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie libérale.

- Les Bolcheviks : la révolution aura un caractère inévitablement petit bourgeois-démocratique, mais il est nécessaire d'exclure la bourgeoisie du bloc révolutionnaire constitué par prolétariat et paysannerie.
- Celle d'Alexandre Parvus² (partagée par Rosa Luxemburg) : oui la révolution aura un caractère bourgeois, mais la faiblesse de la bourgeoisie russe ne lui permettra pas d'effectuer ces tâches et d'instaurer le capitalisme. La destruction du tsarisme ne peut être achevée sans établissement d'un pouvoir ouvrier, mais un gouvernement prolétarien de ce type ne pourra pas dépasser dans ses buts programmatiques les limites de la démocratie bourgeoise. Il insiste donc sur le rôle révolutionnaire hégémonique du prolétariat soutenu par la paysannerie.
- Celle de Trotski³, oui le prolétariat aura un rôle hégémonique dans la prise du pouvoir, mais il y a aussi la possibilité d'une transcroissance de la révolution démocratique en révolution sociale. C'est le seul en 1905 qui ose suggérer la possibilité d'une révolution accomplissant des tâches socialistes en Russie.

Il n'utilise pas la formule de Lénine (il n'appartient pas au Parti Bolchevik avant 1917). Le début de la théorie de la révolution permanente après 1905 est présenté dans l'ouvrage Bilan et perspectives qu'il présente ainsi dans la préface de 1919 :

« Le point de vue qu'il [Trotski] défendait alors peut être schématiquement exposé comme suit : la révolution, qui débutera comme une révolution bourgeoise quant à ses tâches immédiates, développera rapidement de puissantes contradictions sociales et ne pourra remporter la victoire finale que si elle transfère le pouvoir à la seule classe capable de se placer à la tête des masses opprimées, le prolétariat. Une fois au pouvoir, celui-ci non seulement ne voudra pas, mais ne pourra pas se limiter à l'exécution d'un programme démocratique bourgeois. Il ne pourra mener la révolution à son terme que si la révolution russe se transforme en une révolution du prolétariat européen. Le programme démocratique bourgeois de la révolution sera alors dépassé, en même temps que ses limitations nationales, et la domination politique temporaire de la classe ouvrière russe se développera en une dictature socialiste prolongée. Mais, si l'Europe reste immobile, la contre-révolution bourgeoise ne tolérera pas le gouvernement des masses exploitées en Russie, et rejettera le pays loin en arrière d'une république démocratique ouvrière et paysanne. Donc, une fois qu'il aura pris le pouvoir, le prolétariat ne pourra rester dans les limites de la démocratie bourgeoise. Il devra développer la tactique de la révolution permanente, c'est-à-dire renverser les barrières entre le programme minimum et le programme maximum de la social-démocratie, réaliser des réformes sociales toujours plus profondes, et rechercher un appui direct et immédiat dans la révolution en Europe occidentale. C'est cette position qui est développée et argumentée dans le présent ouvrage, lequel a été écrit en 1904-1906. »

Dans un article de 1915⁴ mis en conclusion de bilan et perspectives dans les éditions ultérieures, il écrit encore plus précisément :

« Le problème ..est bien celui d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, de la conquête du pouvoir par le prolétariat russe. L'assemblée nationale constituante, la république, la journée de huit heures, la confiscation de la terre des grands propriétaires, ces revendications, ainsi que celles de la cessation immédiate de la guerre, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des États unis d'Europe joueront un rôle énorme dans l'agitation des sociaux-démocrates. Mais la révolution, c'est avant tout la question du pouvoir - non de la forme de l'État (assemblée constituante, république, États unis), mais du contenu social du gouvernement. Les mots d'ordre d'assemblée constituante et de confiscation de la terre perdent, dans les conditions présentes, toute signification révolutionnaire directe, si le prolétariat n'est pas prêt à combattre pour la conquête du pouvoir; car si le prolétariat n'arrache pas le pouvoir à la monarchie, personne d'autre ne le fera. »

La révolution de février 1917

Le tsarisme est renversé en cinq jours. La révolution a surpris les révolutionnaires : aucun des partis révolutionnaires n'est prêt à prendre la moindre initiative.

² Révolutionnaire russe militant en Russie et en Allemagne

³ A cette époque il a quitté les Mencheviks, et défend la réunification des deux tendances

⁴ « La lutte pour le pouvoir » Article paru à Paris dans *Naché Slovo*, le 17 octobre 1915.

Le paradoxe, c'est que le pouvoir est remis à des représentants de l'aristocratie et de la bourgeoisie alors que ce sont essentiellement les ouvriers et les soldats (majoritairement paysans) qui ont renversé le tsarisme. Les révolutionnaires sont prisonniers des vieux schémas : la Russie doit passer par la phase de la révolution bourgeoise, avec une république démocratique permettant le développement du capitalisme, de la classe ouvrière et de son organisation et seulement ensuite viendra la révolution socialiste.

thèses d'avril de Lénine

Elles tranchent le débat qui existe depuis 1905 : elles affirment que c'est la révolution socialiste qui est à l'ordre du jour :

« 2. Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa deuxième étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie.

Cette transition est caractérisée, d'une part, par un maximum de possibilités légales (la Russie est aujourd'hui, de tous les pays belligérants, le plus libre du monde); de l'autre, par l'absence de contrainte exercée sur les masses, et enfin, par la confiance irraisonnée des masses à l'égard du gouvernement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme.

Cette situation originale exige que nous sachions nous adapter aux conditions spéciales du travail du Parti au sein de la masse prolétarienne innombrable qui vient de s'éveiller à la vie politique.

.....

5. Non pas une république parlementaire, - y retourner après les Soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière, - mais une république des Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet.

Suppression de la police, de l'armée et du corps des fonctionnaires.

Le traitement des fonctionnaires, élus et révocables à tout moment, ne doit pas excéder le salaire moyen d'un bon ouvrier.

.....

8. Notre tâche immédiate est non pas d'« introduire » le socialisme, mais uniquement de passer tout de suite au contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers.

.....

10. Rénover l'Internationale.

Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le « centre ».

► Les débats autour de la révolution Chinoise

On aurait pu croire que la question était réglée par l'expérience de la révolution russe ...

Elle va réapparaître dans la révolution chinoise notamment à partir de l'expérience de la seconde révolution de 1925-1928. C'est le premier grand bouleversement révolutionnaire après la vague révolutionnaire européenne entre 1917-1923.

Longtemps auparavant, en 1912, Lénine qui proposait en Russie une alliance du prolétariat et de la paysannerie contre la bourgeoisie (« dictature démocratique des ouvriers et des paysans »), a une appréciation différente de la situation Chinoise. Il estime (15 juillet 1912 « démocratie et populisme en Chine ») que l'aile la plus démocratique, la plus militante de la bourgeoisie (et non l'aile libérale « plus que tout capable de trahison ») joue encore un rôle progressiste, à la manière de la bourgeoisie française du XVIII^e siècle. Il propose donc une alliance entre la paysannerie et l'aile de la bourgeoisie progressiste. La tâche du prolétariat embryonnaire est, en croissant numériquement, de savoir utiliser le « noyau démocratique et révolutionnaire » du programme de Sun Yat-Sen pour préparer l'avenir socialiste.

Lors des thèses d'Avril il n'étend pas ses conclusions à la Chine, et aucun dirigeant n'envisageait pour cette révolution, comme les autres révolutions coloniales, un autre développement que celui des révolutions bourgeoises classiques.

C'est la conception sous-jacente des thèses sur la question coloniale du 2^{ème} congrès de l'IC (juillet 1920):

« -6- ...

La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même.

-7- Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois, l'autre et celui des paysans et ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.

le premier tente de diriger le second et y a réussi dans une certaine mesure. Mais l'IC et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendants dans les masses ouvrières des colonies.

.....
-9 - La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut être une révolution communiste, mais si dès son début elle est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement leur expérience révolutionnaire ne fera que grandir. »

Le problème le plus important pour le PC chinois était celui de ses rapports avec le KuoMinTang. Fondé par Sun Yat Sen pour une révolution démocratique de type « européen » autour de trois principes « nationalisme, démocratie et bien-être du peuple », il s'appuyait sur les marchands, les étudiants et les ouvriers de Canton et à la mort de Sun Yat Sen c'est Chang Kaï-chek qui va en être le dirigeant. La question de l'adhésion du PC au KMT fut posée dès 1922, et décidée après débat en 1923, contrairement aux thèses ci-dessus qui était formelle quant à l'indépendance des communistes. Le congrès qui décida de cette intégration reconnaissait au KMT le rôle dirigeant dans la révolution chinoise, assignant au PC le rôle de diriger les ouvriers et les paysans au sein du combat national. L'IC (le Komintern) accepta l'adhésion individuelle des militants communistes.

A ce moment ce choix tactique n'est pas perçu comme contradictoire avec les objectifs stratégiques des communistes. Certains, très minoritaires, s'étaient opposés à l'entrée du PCC dans le KMT, comme Chen Du Siu dès 1925, puis en 1926. Lorsque les travailleurs de Shanghai puis Hankou sont massacrés en 1927, l'opposition à Moscou sonne l'alarme contre le soutien au KMT et le refus d'appeler à la création de soviets. Trotski commence à ce moment à défendre (sans grand effet : il est déjà sur la touche, il sera déporté à Alma Alta en 1928) la totale indépendance du PC vis-à-vis du KMT.

C'est fondamentalement le manque de clarté sur l'analyse des partis nationalistes révolutionnaires et les relations de classe dans la révolution qui amena cette décision, que Trotski analyse en 1926 :

« Présenter les choses comme si le joug colonial assignait nécessairement un caractère révolutionnaire à la bourgeoisie nationale, c'est reproduire à rebours l'erreur fondamentale du menchevisme, qui estimait que la nature révolutionnaire de la bourgeoisie russe devait absolument découler de l'oppression absolutiste et féodale.

La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est tranchée par toute la structure interne des classes dans la nation qui conduit la lutte révolutionnaire, par l'époque historique où se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui lie la bourgeoisie indigène à l'impérialisme mondial dans son ensemble, ou à une partie de celui-ci, enfin – et c'est là le principal – par le degré d'activité de classe du prolétariat indigène et par l'état de sa liaison avec le mouvement révolutionnaire international.

*Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes.....
comment les choses se passèrent-elles en Chine ? La " Révolution de Février " se produisit en Chine en 1911. Cette révolution fut un grand pas en avant, bien qu'elle eût été menée avec la participation la plus directe des impérialistes.....
Aucune raison ne permet d'affirmer que la bourgeoisie chinoise, bourgeoisie chinoise, dans sa lutte contre la dynastie mandchoue, ait fait preuve de qualités plus révolutionnaires que la bourgeoisie russe dans son combat contre le tsarisme, ou que l'attitude de Tchang Kai-shek et celle de Kerenski envers l'impérialisme aient différé dans leur principe.⁵»*

Pour le mouvement révolutionnaire international du début des années 20, l'expérience dramatique de la Deuxième Révolution chinoise a constitué un véritable **test historique sur les rapports entre combat national et combats sociaux dans un pays du « tiers monde », pour utiliser un terme anachronique**. Dès que le combat anti-impérialiste a pris de l'envergure – grâce aux mobilisations ouvrières, populaires et paysannes – les contradictions sociales se sont aiguisées au point de faire voler en éclat l'unité du mouvement nationaliste. Le KMT de Chiang Kai-shek devient l'instrument de la contre-révolution bourgeoise et les antagonismes de classes l'emportent sur l'urgence nationale.

Les évènements éclairent le rôle de la bourgeoisie dans la lutte de libération. La leçon de 1927 en Chine est celle de 1905 en Russie. Une direction bourgeoise conduit la révolution démocratique à l'impasse. Dès que la bourgeoisie se sent menacée dans sa position sociale, la solidarité de classe l'emporte sur l'identité nationale. La bourgeoisie ne peut être un allié stratégique du prolétariat dans la révolution démocratique nationale.

C'est à ce moment que Trotski commence à travailler à son livre la *Révolution Permanente*, qui argumente contre la doctrine de l'IC adoptée en 1927 de révolution par étapes et la théorie du bloc stratégique des quatre classes : ouvriers, paysans, petite bourgeoisie urbaine et une partie de la bourgeoisie capitaliste, avec comme perspective l'étape bourgeoise démocratique avec la bourgeoisie dans des gouvernements de coalition.

Ce livre présente une nouvelle compréhension de l'histoire de l'humanité : **la loi du développement inégal et combiné**, à propos de la dynamique révolution dans les pays coloniaux et semi coloniaux. Avec l'apparition du capitalisme comme système mondial, l'histoire mondiale devient une totalité concrète, contradictoire, et les conditions du développement socio-économique connaissent un changement qualitatif, qui transcendent la conception évolutionniste de l'histoire (succession d'étapes prédéterminées) :

« le capitalisme ... a préparé et, dans un certain sens, réalisé l'universalité et la permanence du développement de l'humanité. Par là est exclue la possibilité d'une répétition des formes de développement de diverses nations. Forcé de se mettre à la remorque des pays avancés, un pays arriéré ne se conforme pas à l'ordre de successionles sociétés arriérées ont la possibilité, ou plus exactement, sont obligées d'adopter certains traits avancés, de sauter des étapes intermédiaires.....

*Sous le fouet des nécessités extérieures, la vie retardataire est contrainte d'avancer par bonds. De cette loi universelle d'inégalité des rythmes découle une autre loi que, faute d'une appellation plus appropriée, nous appellerons loi du **développement combiné**, dans le sens du rapprochement de diverses étapes, de la combinaison de phases distinctes, de l'amalgame de formes archaïques avec les plus modernes.. »*

Les conclusions politiques et stratégiques sont évidentes :

- l'articulation de l'industrie moderne et des conditions rurales crée la possibilité objective du rôle dirigeant du prolétariat à la tête des masses paysannes insurgées ;

⁵ Léon Trotski « l'IC après Lénine » p 293

- la disparition du dogme de la nécessité d'une révolution bourgeoise achevée avant que le prolétariat n'engage la lutte pour le pouvoir.

Il définit les tâches d'une révolution dans ces pays : révolution agraire
libération nationale
démocratie

Il peut y avoir des accords limités avec la bourgeoisie nationale, mais à court terme, pas stratégiques, avec comme condition principale « *de ne pas croire pour un seul instant à la capacité ou à la disposition de la bourgeoisie de mener une véritable lutte contre l'impérialisme ou de ne pas faire obstruction aux ouvriers et paysans* »

Il en tire la conclusion que la théorie valable pour la Russie était aussi valable pour la Chine, et pouvait être considérée comme généralisable à l'échelle mondiale.

« *Le prolétariat chinois bien que numériquement faible, devait prendre la tête des mouvements révolutionnaires non seulement contre l'impérialisme, mais aussi contre la bourgeoisie indigène et instaurer un pouvoir ouvrier seul susceptible de réaliser les tâches démocratiques tout en entamant simultanément la construction d'une société socialiste* ⁶».

En Chine la question était également en débat, sous une autre forme dans l'IC stalinisée.

Après l'échec de 1927, et l'essai d'insurrection et de république soviétique dans les villes (république du Jiangxi) en 1928-1930, force est de constater l'échec final en 1934. C'est le début de la longue marche (au début avec 30 000 hommes).

Dès 1927, Mao adresse une lettre au CC : « *..objectivement la Chine a atteint son 1917, mais jusqu'à présent tout le monde soutenait l'opinion que nous étions en 1905. C'était une erreur grossière...* »

En Octobre 1928, Mao présente une résolution « pourquoi le pouvoir rouge peut exister en Chine ».

⁶ cité par Pierre Franck « histoire de l'IC » Tome 2 p 549

3) **Auto organisation, soviets, conseils,**

dualité de pouvoirs

Toutes les situations révolutionnaires de la période sont caractérisées par:

- le développement de structures d'auto-organisation, dans les entreprises, les localités, les quartiers, pour la défense, ayant une légitimité plus ou moins forte, étant plus ou moins centralisées ...
- le processus de confrontation et de dualité de pouvoirs. En se généralisant, ce processus se heurte au droit de propriété, aux institutions et à l'Etat capitaliste. La démocratie des nouvelles structures représentant le peuple, les assemblées d'usines ou de communes élues au suffrage universel direct remplace les vieilles structures étatiques et para étatiques.

Rappelons que c'est l'existence de telles structures lors de la commune de Paris qui fait évoluer Marx sur la question de l'Etat : il ne s'agit plus de le transformer mais de le briser
Car la question clé reste le pouvoir politique.

La première spécificité de la révolution prolétarienne est que les travailleurs ne peuvent instaurer de nouvelles relations sociales, ne peuvent conquérir durablement des positions sans changement de toute la structure sociale et politique.

Les contre pouvoirs sont utiles, la lutte pour les réformes est indispensable, des expériences partielles de contrôle, d'autogestion dans les entreprises ou dans des communes sont décisives mais pas assez fortes pour commencer un processus de transformation des rapports sociaux.

Il faut conquérir le pouvoir.

Dans une telle situation, l'histoire le montre, ce processus déclenche l'opposition et la répression des classes dominantes.

Il y a alors des moments stratégiques où les forces fondamentales en lutte s'entrechoquent, s'affrontent, se déchirent. Ce sont les moments de crise révolutionnaire, où se nouent l'affrontement de classes, où les choses basculent, où tout se joue...

Il faut préparer ce moment là... Ce sont des moments exceptionnels, où il faut concentrer les forces du mouvement d'en bas contre l'appareil d'Etat d'en haut, des moments où la question du pouvoir se pose, où une ou des dualités de pouvoirs doivent se dénouer d'un côté ou de l'autre.

Pour ouvrir la voie au changement, il faut opérer un double déverrouillage : l'Etat et la propriété. Sans une mobilisation sociale révolutionnaire qui brise la colonne vertébrale de la domination capitaliste - l'Etat - et qui substitue à la propriété capitaliste l'appropriation publique et sociale, les mécanismes de production et de reproduction du capital continue à dominer.

► **Révolution Russe**

Le compromis de mars 1917 marque la naissance d'un double pouvoir avec un combat entre :

- **Ceux pour qui la guerre est le moyen de mettre fin à la révolution :**
le gouvernement provisoire, soucieux d'ordre, avec une logique parlementaire, l'objectif d'une Russie capitaliste : Kerenski, membre du soviet accepte le poste de ministre de la guerre ;
- **Ceux pour qui révolution est un moyen de mettre fin à la guerre :** la réalité mouvante des Soviets, comités divers qui forment une représentation plus directe, révolutionnaire, même lorsqu'ils sont dominés par des socialistes modérés...

Révolution octobre

La révolution d'octobre est une révolution sociale en profondeur. Comme le dit un historien réactionnaire, mais sérieux (Werth) « *Momentanément coup d'état et révolution sociale convergent, ou plus exactement se télescopent, avant de diverger pendant des décennies de dictature* ».

La révolution est effectivement la convergence de deux mouvements

- Une prise du pouvoir politique par les bolcheviks, fruit d'une minutieuse préparation insurrectionnelle
- Et une vaste révolution sociale, multiforme, autonome qui se manifeste sous la forme:
 - o d'une immense jacquerie paysanne, mouvement de fond qui a déjà sa longue histoire,
 - o d'une décomposition en profondeur de l'armée,
 - o d'un mouvement revendicatif ouvrier spécifique autour de l'idée du contrôle ouvrier, du pouvoir au soviets,
 - o de l'émancipation des nationalités.

► Révolution Allemande

*Double pouvoir en Allemagne
Conseils et gouvernement
Assemblée nationale ou assemblée des conseils*

La révolution a été un mouvement de masse spontané, dirigé en premier lieu contre la monarchie, et contre la poursuite de la guerre.

Les conseils de novembre 1918 en Allemagne ressemblent beaucoup aux soviets février 1917 en Russie, mais il y a une différence majeure, la place des partis et syndicats. Dans la pyramide des conseils, l'influence SPD et de l'appareil syndical augmente vers le sommet et ils s'efforcent de constituer des instances régionales où ils sont majoritaires.

Personne ne s'oppose aux conseils, c'est un pouvoir de fait, transitoire. Le SPD, bien que parti « conservateur », peut s'insérer dans le mouvement des conseils, dans le processus révolutionnaire, pour faire la liaison entre la masse révolutionnaire et la dictature, pour se battre pour constituante qui enlèvera le pouvoir aux conseils. Son objectif est de les utiliser pour transformer la situation, estimant qu'ils ne peuvent conserver le pouvoir car ils ne représentent qu'une partie de la population

Car l'appareil d'état continue à exister : il y a double pouvoir.

Rosa Luxemburg engage dès le 10 novembre le débat avec l'USPD sur l'assemblée nationale, le programme Spartakus du 14 décembre reviendra sur cette question cruciale.

L'USPD ne s'oppose pas à l'élection, se déclare pour ajourner la convocation jusqu'à ce que l'économie et la société et l'économie soient complètement transformées.

Pas d'accord, dit Rosa Luxemburg, la question qui se pose est celle de la démocratie bourgeoise ou socialiste, et la dictature du prolétariat était la démocratie au sens socialiste du terme, la guerre civile que l'on veut bannir de la révolution ne se laisse pas bannir : assemblée nationale ou pouvoir des conseils par action de la grande masse du peuple

Ce positionnement isole les spartakistes par rapport à la masse des adhérents SPD et USPD

D'autant que chez les spartakistes existait nombre d'adhérents « putschistes », « enthousiastes de la révolution aux conceptions par trop romantiques » et l'existence plus ou moins bien digérée de l'expérience de la révolution russe était une encouragement pour cette extrême gauche.

Rosa Luxemburg 20 novembre 1918 « L'assemblée nationale »

«

Ces marxistes pleins de profondeur ont oublié l'A.B.C. du socialisme. Ils ont oublié que la bourgeoisie n'est pas un parti parlementaire, mais une classe dirigeante, qui se trouve en possession de tous les instruments de la domination économique et sociale.

Ces Messieurs les junkers et les capitalistes ne se tiennent tranquilles qu'aussi longtemps que le gouvernement révolutionnaire se contente de poser un léger maquillage esthétique sur le régime du salariat ; ils ne sont gentils qu'aussi longtemps que la révolution est gentille, c'est-à-dire aussi longtemps que le nerf vital, l'artère de la domination de classe de la bourgeoisie : la propriété privée capitaliste, le salariat, le profit, restent intacts. Si le profit est pris à la gorge, si la propriété privée est offerte au couteau du sacrifice, alors c'en sera fini de la bonhomie.

L'idylle actuelle, où le loup et l'agneau, le tigre et la brebis paissent paisiblement, côte à côte, comme dans l'arche de Noé, durera exactement jusqu'à l'instant précis où l'on commencera à s'occuper sérieusement du socialisme.

Aussitôt que la fameuse Assemblée Nationale décidera réellement de réaliser le socialisme dans toute son ampleur, d'extirper radicalement la domination du capital, aussitôt commencera le combat.

Quand la bourgeoisie sera touchée au cœur — et son cœur est dans son coffre-fort — elle se battra à la vie, à la mort pour sa domination, elle accumulera mille obstacles, ouvertement et en secret, contre les mesures socialistes.

.....

Que gagne-t-on alors par ce lâche détour de l'Assemblée Nationale ? On renforce la position de la bourgeoisie, on affaiblit le prolétariat, on le plonge dans la confusion par des illusions vides de contenu, on gaspille du temps et des forces en « discussions » entre le loup et l'agneau, en un mot, on fait le jeu de tous ces éléments dont le but est de frustrer la révolution prolétarienne de ses objectifs socialistes, d'en faire, en l'émasculant, une révolution démocratique bourgeoise.

Mais la question de l'Assemblée Nationale n'est pas une question d'opportunité, une question de plus grande « commodité » ; c'est une question de principe, de la reconnaissance du caractère socialiste de la révolution.

.....

L'Assemblée Nationale est un héritage suranné des révolutions bourgeoises, une cosse vide, un résidu du temps des illusions petites-bourgeoises sur le « peuple uni », sur la « liberté, égalité, fraternité » de l'état bourgeois.

.....

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'un choix entre la démocratie et la dictature. La question qui est mise par l'histoire à l'ordre du jour, c'est : démocratie BOURGEOISE ou démocratie SOCIALISTE. Car la dictature du prolétariat, c'est la démocratie au sens socialiste du terme. La dictature du prolétariat, cela ne signifie pas les bombes, les putschs, l'émeute, l'« anarchie », ainsi que les agents du profit capitaliste osent le prétendre, mais bien l'emploi de tous les moyens du pouvoir politique pour l'édification du socialisme, pour l'expropriation de la classe capitaliste — conformément au sentiment et par la volonté de la majorité révolutionnaire du prolétariat, donc dans l'esprit de la démocratie socialiste. Sans la volonté consciente et l'action consciente de la majorité du prolétariat, pas de socialisme. Pour aiguïser cette conscience, pour tremper cette volonté, pour organiser cette action, il faut un organe de classe : le parlement des prolétaires des villes et des campagnes.

La convocation d'une telle assemblée de représentants des travailleurs, à la place de l'Assemblée Nationale des révolutions bourgeoises, constitue par elle-même un acte de la lutte des classes, une rupture avec le passé historique de la société bourgeoise, un instrument puissant d'agitation des masses prolétariennes, une déclaration de guerre sans ambages au capitalisme.

Pas de faux-fuyants, pas d'équivoque — les dés doivent être jetés. Le crétinisme parlementaire était hier une faiblesse, c'est aujourd'hui une équivoque, ce sera demain une trahison envers le socialisme..... »

Rosa Luxemburg 17 décembre 1918 « Assemblée nationale ou Assemblée des conseils »

«Ou l'Assemblée Nationale, ou tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats ; ou le renoncement au socialisme, ou la lutte de classes la plus rigoureuse contre la bourgeoisie, avec le plein armement du prolétariat : tel est le dilemme.

Il y a un plan idyllique, qui prétend réaliser le socialisme par la voie parlementaire, par la simple décision d'une majorité. Ce rêve rose ne tient même pas compte de l'expérience historique de la révolution bourgeoise ; sans parler du caractère spécifique de la révolution prolétarienne

...

Le parlementarisme a été, pour le prolétariat, une arène de la lutte de classes, tant qu'a duré le train-train quotidien de la société bourgeoise : il était la tribune d'où les masses, rassemblées autour du drapeau du socialisme, pouvaient être éduquées pour le combat.

Aujourd'hui, nous sommes au milieu de la révolution prolétarienne, et il s'agit aujourd'hui de porter la hache sur l'arbre de l'exploitation capitaliste elle-même. Le parlementarisme bourgeois, comme la domination de classe de la bourgeoisie, dont il est l'objectif politique essentiel, est déchu de son droit à l'existence. C'est maintenant la lutte de classes sous sa forme la plus dépouillée, la plus nue, qui entre en scène. Le capital et le travail n'ont plus rien à se dire, ils n'ont plus maintenant qu'à s'empoigner dans un corps à corps sans merci pour que le combat décide lequel sera jeté à terre.

.....

Ce qui jusqu'à présent se présentait comme égalité des droits et démocratie — le parlement, l'assemblée nationale, le droit de vote égal — était mensonge et tromperie ! Le pouvoir tout entier aux mains des masses travailleuses, comme une arme révolutionnaire pour l'extermination du capitalisme — cela seul est la véritable égalité des droits, cela seul est la véritable démocratie ! »

► le BIENO ROSSO italien – 1919 1920 -

Cette période révolutionnaire peu connue met en évidence une autre question : le pouvoir des conseils ne s'étend pas spontanément aux questions politiques, à la démarche de prise du pouvoir politique.

Il y avait bien une crise globale de l'ordre social bourgeois, avec des tensions et des divisions dans les classes dominantes, une grande faiblesse de l'appareil d'État, une explosivité de la combativité ouvrière, un renforcement de la confiance de la classe ouvrière dans sa propre force, un processus d'auto organisation, l'émergence d'une avant garde ouvrière.

Soviets dans l'usine, démocratie ouvrière et ... pouvoir politique

Gramsci et « Ordine Nuovo » / Bordiga et « Il Soviet »

La conception de Gramsci ne répond pas à la question de la prise de pouvoir politique.

Il mène une polémique active contre la « statolâtrie », l'idolâtrie de l'état, et contre le socialisme « statolâtrique ».

Il y a par contre une véritable réflexion dans le groupe d'*Ordine Nuovo* sur l'inventivité en matière institutionnelle propre à la classe ouvrière lorsqu'elle est organisée sur le lieu de production et selon les clivages de la production.

La spécificité du caractère ouvrier de la démocratie, en tant qu'antithèse de la démocratie bourgeoise, le soviétique comme antithèse du parlement les conduisent à concevoir un nouvel état exprimant la représentation directe des producteurs.

Cf article dans *Ordine Nuovo* (1919 n°31) de Carlo Radek

« *Quelle est donc l'idée du soviétique ? ... Dans l'usine les esclaves du capital créent. L'usine est réunie par mille liens aux autres usines, à toute la vie économique du lieu. C'est la raison pour laquelle la représentation de l'usine est la cellule politique et économique de tout le mécanisme d'état. Les représentants du prolétariat d'un lieu sont en ce lieu les organes du pouvoir politique et les organes directeurs de l'économie... Le caractère nouveau de la démocratie prolétarienne ou socialiste est*

justement représenté par le fait qu'elle naît sur les lieux de production ou comme une démocratie de producteurs... »

L'objectif est donc de concentrer la représentation politique et économique en une seule, et de l'établir en un seul lieu qui est le lieu de production : le soviétique est un nouveau mode institutionnel de vie politique qui est propre au prolétariat.

Gramsci « Syndicats et conseils » 1919

« ...La dictature du prolétariat peut s'incarner dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre aux producteurs mais non de celle des salariés, car ces derniers sont les esclaves du capital. Le Conseil d'usine est la cellule de base de cette organisation. Puisque dans le Conseil toutes les branches du travail sont représentées, proportionnellement à la contribution que chaque corps de métier et chaque branche du travail apporte à l'élaboration de l'objet que l'usine produit pour la collectivité, c'est là une institution de classe, c'est une institution à valeur sociale. Sa raison d'être est dans le travail, elle est dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent, et non pas dans le salaire, dans la division des classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire, qu'il s'agit précisément de dépasser. C'est pourquoi le Conseil réalise l'unité de la classe laborieuse, il donne aux masses une cohésion et une forme qui sont de même nature que la cohésion et la forme que prend la masse dans l'organisation générale de la société.

Le Conseil d'usine est le modèle de l'État prolétarien. Tous les problèmes inhérents à l'organisation de l'État prolétarien sont inhérents à l'organisation du Conseil. Dans l'un comme dans l'autre, la notion de citoyen perd de sa valeur et est remplacée par la notion de camarade, la collaboration pour produire bien et utilement, développe la solidarité, multiplie les liens d'affection et de fraternité. »

Amadeo Bordiga combat ces positions, en soutenant que le premier devoir de la classe ouvrière est de s'emparer du pouvoir politique, toutes affaires cessantes, c'est à dire aussi en cessant de mettre en avant l'organisation des conseils d'usine, avec la modification de l'essence même de la production visée par les Ordinovistes.

Amadeo Bordiga « Prendre l'usine ou prendre le pouvoir ? » 22 février 1920

« ... Les ouvriers, plutôt que d'abandonner le travail, se sont, pour ainsi dire, emparés des usines et ont cherché à les faire fonctionner pour leur propre compte ou mieux sans la présence des principaux dirigeants. »

Ces derniers jours, les ouvriers ont compris, et leur action d'appropriation des usines ainsi que leur continuation du travail au lieu de la grève l'ont démontré, qu'ils ne voulaient pas arrêter le travail mais ne voulaient plus travailler comme les patrons le leur disaient. Ils ne veulent plus travailler pour le compte de ces derniers, ils ne veulent plus être exploités, ils veulent travailler pour eux-mêmes, c'est-à-dire dans le seul intérêt des ouvriers.

On doit tenir compte sérieusement de cet état d'esprit qui se développe toujours plus ; nous voudrions simplement qu'il ne se fourvoie pas dans de fausses solutions.

Il s'est dit que là où existaient des conseils d'usine ceux-ci avaient fonctionné en assumant la direction des usines et en faisant poursuivre le travail. Nous ne voudrions pas que la conviction qu'en développant l'institution des conseils d'usine il soit possible de prendre possession des fabriques, et éliminer les capitalistes, puisse s'emparer des masses. Ce serait la plus dangereuse des illusions. Les usines seront conquises par la classe des travailleurs – et non pas par les ouvriers de l'usine même, ce qui serait facile mais non communiste – seulement lorsque la classe travailleuse dans son ensemble se sera emparée du pouvoir politique. Sans cette conquête, la dissipation des illusions sera effectuée par la garde royale, les carabiniers, etc., c'est-à-dire par la machine d'oppression et de force dont dispose la bourgeoisie, son appareil politique de pouvoir. »

Quels sont les problèmes ?

Si on s'empare de l'appareil d'état « comme tel », il n'est pas apte à être le lieu de décision à partir duquel s'engendreraient, par nationalisations, par mesures sociales de toutes sortes, véritablement une nouvelle forme de société, un « ordre nouveau prolétarien ».

Si on ne détruit pas l'appareil d'état, pour en construire un autre, pas de changement de société non plus

► **Révolution chinoise**

La question du double pouvoir est posée d'une autre manière par les maoïstes, dans une réalité sociale et politique très différente.

La lutte révolutionnaire prolongée, la guerre civile, se déroule avant la conquête du pouvoir d'État alors qu'en Russie par exemple la guerre civile s'est déployée après la victoire d'une brève insurrection et l'établissement d'un nouveau pouvoir d'état.

Mao avance la perspective de création de double pouvoir territorial et l'extension par vagues successives de ce pouvoir politique morcelé.

Deux raisons expliquent cette « originalité » :

- l'émiettement du pays en régions morcelées ayant leur propre économie agricole ;
- la politique impérialiste de division et d'exploitation de la Chine par son partage en zones d'influence.

De ce fait, malgré un rapport de forces très défavorable, les éléments d'un double pouvoir territorial peuvent être préservés, puis consolidés. C'est le point de départ de la « guerre du peuple ».

4) Conseils et Institutions

► Révolution Russe

Débats sur la dissolution de l'assemblée constituante, la démocratie, soviets et assemblées

Le 12 décembre la *Pravda* publie les thèses de Lénine sur l'assemblée constituante.

« 1. l'Assemblée constituante... est, en république bourgeoise, la forme supérieure de la démocratie....

2. la république des Soviets est une forme de démocratie supérieure à celle de la république bourgeoise habituelle avec Assemblée constituante.

3. c'est la seule forme capable d'assurer le passage le moins douloureux possible au socialisme.
.....

6.les élections à l'Assemblée constituante se sont déroulées alors que l'immense majorité du peuple ne pouvait encore connaître toute l'étendue et toute la portée de la Révolution d'Octobre, de la révolution soviétique, prolétarienne et paysanne, qui a commencé le 25 Octobre 1917, c'est à dire après la présentation des listes des candidats à l'Assemblée constituante.

7. La Révolution d'Octobre,

8. a débuté par la victoire du 24 25 octobre dans la capitale, au moment où le II^o Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, cette avant garde des prolétaires et de la partie politiquement la plus active de la paysannerie, donnait la prépondérance au Parti bolchévik et l'a porté au pouvoir.

9. La révolution gagne ensuite, au cours des mois de novembre et de décembre, toute la masse de l'armée et de la paysannerie,

16. Il résulte de l'ensemble de ces faits que l'Assemblée constituante, convoquée d'après les listes des partis qui existaient avant la révolution prolétarienne et paysanne, sous la domination de la bourgeoisie, entre nécessairement en conflit avec la volonté et les intérêts des classes laborieuses et exploitées qui ont déclenché le 25 octobre la révolution socialiste contre la bourgeoisie. Il est naturel que les intérêts de cette révolution l'emportent sur les droits formels de l'Assemblée constituante, même si ces derniers n'étaient infirmés du fait que la loi sur l'Assemblée constituante ne reconnaît pas au peuple le droit de rappeler ses députés et de procéder à de nouvelles élections à n'importe quel moment.
.....

18. L'unique chance de résoudre sans douleur la crise due au désaccord entre les élections à l'Assemblée constituante d'une part, la volonté du peuple et les intérêts des classes laborieuses et exploitées de l'autre, c'est la réalisation la plus large et la plus rapide possible par le peuple du droit de procéder à de nouvelles élections à l'Assemblée constituante, ..

..... »

Sa position est claire : la confrontation entre les deux instances (congrès des soviets et assemblée constituante) n'est que la confrontation entre l'institution bourgeoise et l'institution prolétarienne.

Par décret adopté dans la nuit du 19 au 20 janvier l'assemblée nationale est dissoute, après une intervention de Lénine affirmant : « la remise de tout le pouvoir à l'Assemblée constituante n'est autre chose que la politique de conciliation avec la néfaste bourgeoisie. »

Le décret se concluait ainsi « .. Il est clair que le reste de l'Assemblée constituante ne pourrait, de ce fait, que jouer le rôle de paravent destiné à masquer la lutte des contre-révolutionnaires pour le renversement du pouvoir des Soviets.

C'est pourquoi le Comité exécutif central décrète : l'Assemblée constituante est dissoute. »

Si la dissolution n'est pas vraiment contestée .. le débat reste entier pour savoir s'il fallait ou pas réélire une autre assemblée constituante

Rosa Luxembour

La révolution russe 1918 (texte non terminé)

« La révolution russe est sans conteste le fait le plus considérable de la guerre mondiale.

.....

Le parti de Lénine fut ainsi le seul en Russie qui comprit les vrais intérêts de la révolution; dans cette première période, il en fut la force motrice, en tant que seul parti qui poursuivit une politique réellement socialiste.

.....

La révolution russe n'a fait que confirmer par là l'enseignement fondamental de toute grande révolution, dont la loi est la suivante : ou aller de l'avant rapidement et résolument, abattre d'une main de fer tous les obstacles, et reculer ses buts de plus en plus loin, ou être rejetée en arrière de son point de départ et écrasée par la contre-révolution. S'arrêter, piétiner sur place, se contenter des premiers résultats obtenus, cela est impossible dans une révolution. Et quiconque veut transporter dans la tactique révolutionnaire ces petites habiletés de la lutte parlementaire, montre uniquement qu'il ignore non seulement la psychologie, la loi profonde de la révolution, mais encore tous les enseignements de l'histoire.

.....

Or le mot d'ordre lancé par les bolcheviks : prise immédiate et partage des terres par les paysans, devait agir précisément dans le sens inverse. Car non seulement ce n'est pas une mesure socialiste, mais elle barre la route qui y mène, elle accumule devant la transformation socialiste de l'agriculture des difficultés insurmontables

.....

Les difficultés objectives de la situation, les bolcheviks les ont aggravées eux-mêmes par ce mot d'ordre, qu'ils ont mis au premier plan de leur politique, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes,

.....

Etant donné que l'Assemblée constituante avait été élue longtemps avant le tournant décisif d'Octobre et reflétait dans sa composition l'image du passé périmé et non pas le nouvel état de choses, la conclusion s'imposait d'elle-même qu'il fallait casser cette Constituante surannée, donc mort-née, et prescrire sans tarder de nouvelles élections en vue d'une nouvelle Constituante ! Ils ne pouvaient ni ne voulaient confier le sort de la révolution à une Assemblée qui représentait la Russie de Kerensky, la période d'hésitations et de coalition avec la bourgeoisie. Parfait ! Il ne restait plus, dès lors, qu'à convoquer immédiatement à sa place une assemblée issue de la Russie rénovée et plus avancée.

.....

Prenons un autre exemple frappant : le suffrage élaboré par le gouvernement des soviets. On ne voit pas très bien quelle portée pratique on lui attribue. De la critique que font Trotski et Lénine des institutions démocratiques, il ressort qu'ils repoussent en principe les représentations nationales émanant d'élections générales et ne veulent s'appuyer que sur les soviets. Mais alors pourquoi a-t-on proclamé le suffrage universel ? C'est ce qu'on ne voit pas très bien. D'ailleurs, autant que nous sachions, ce suffrage universel n'a jamais été appliqué : on n'a jamais entendu parler d'élections à aucune sorte de représentation populaire faite sur cette base. Il est plus probable qu'il n'est resté qu'un droit théorique, existant uniquement sur le papier, mais, tel qu'il est, il n'en constitue pas moins un produit très remarquable de la théorie bolcheviste de la dictature. Tout droit de vote, comme d'ailleurs tout droit politique, doit être mesuré, non pas d'après des schémas abstraits de justice et autres mots d'ordre tirés de la phraséologie bourgeoise-démocratique, mais d'après les conditions économiques et sociales, pour lesquelles il est fait. Le suffrage élaboré par le gouvernement des soviets est précisément calculé en vue de la période de transition de la forme de société bourgeoise-capitaliste à la forme de société socialiste, en vue de la période de dictature du prolétariat.

Conformément à l'interprétation de cette dictature, que représentent Lénine et Trotsky, ce droit n'est accordé qu'à ceux qui vivent de leur propre travail, et refusé aux autres. »

Trotsky (cité par Rosa Luxembourg) :

« "Si les mois qui précédèrent la révolution d'Octobre furent une période de poussée à gauche des masses et d'afflux irrésistible des ouvriers, soldats et paysans, du côté des bolcheviks, ce mouvement se manifesta au sein du parti socialiste-révolutionnaire par le renforcement de l'aile gauche aux dépens de la droite. Cependant, dans les listes du parti, dominaient encore pour les trois quarts des vieux noms de l'aile droite.. "A cela s'ajoutait encore cette circonstance que les élections elles-mêmes eurent lieu pendant les premières semaines qui suivirent la révolution d'Octobre. La nouvelle du changement qui s'était produit se répandit d'une façon relativement lente, en cercles concentriques, de la capitale à la province, et des villes aux villages. Dans beaucoup d'endroits, les masses paysannes étaient très peu au courant de ce qui se passait à Petrograd et à Moscou. Elles votèrent pour le groupe "Terre et Liberté" et pour leurs représentants dans les comités agraires, qui étaient, pour la plupart, des partisans des "Narodniki". "Mais, par là, elles votaient en même temps pour Kerensky et Avxentief, qui avaient dissous ces mêmes comités et fait arrêter leurs membres... Cet état de choses permet de comprendre à quel point la Constituante était restée en arrière du développement de la lutte politique et des changements réalisés dans le rapport des forces entre les différents partis."

► Révolution Russe, pouvoir des conseils et bureaucratisation

*Débats sur
la bureaucratisation,
la démocratie,
pouvoir aux soviets, aux conseils ouvriers ou pouvoir central*

Quels pouvoirs des conseils ouvriers ?

Petit à petit la revendication du contrôle ouvrier, qui n'était au programme d'aucun parti, devint d'elle-même la revendication principale du mouvement ouvrier à partir de fin avril. Elle devint un élément essentiel du programme bolchevik, et le premier congrès des comités d'usine désigne le soviet central des comités d'usines qui défend cette perspective. Mais en fait c'était une réponse défensive à la crise, rarement le projet de faire passer le contrôle complet de l'entreprise aux travailleurs.

Après juillet 1917, les patrons lancent une offensive contre les conseils d'usine. En réaction, les conseils dépassent la conception initiale du contrôle ouvrier, et débattent : faut-il refréner les ardeurs ouvrières. Au 2^{ème} congrès des comités d'usine en août 1917, un ouvrier bolchevik :

« le contrôle n'est pas encore le socialisme et il n'est même pas une prise en main de la production. Mais il va déjà au delà du cadre bourgeois. Ce n'est pas le socialisme que nous proposons d'introduire, non. Mais ayant pris le pouvoir d'Etat entre nos mains, nous devrions diriger le capitalisme sur une voie où il dépassera de lui-même ... nous apprendrons de façon pratique comment travailler à la production, et de façon organisée, nous l'orienterons vers la productions socialiste »

La prise du pouvoir d'octobre change la façon de penser le contrôle ouvrier. « tout le pouvoir aux conseils » libère grande énergie au moment où crise frappe de plus belle la production.

Mais le débat apparaît immédiatement, comment gérer les entreprises ?

Pour les « camarades de droite », donner des pouvoirs indépendants aux conseils d'usine est une déviation anarchiste favorisant les intérêts particuliers d'une usine individuelle aux dépens de ceux de l'industrie et de la classe ouvrière, ils veulent un contrôle construit par le centre, en commençant par une agence de planification, un plan national dont l'exécution serait supervisée par les Comités d'Usine.

La loi du 14 novembre 1917⁷, qui met en place le contrôle ouvrier et un conseil du contrôle ouvrier pour toute la Russie, est adoptée au motif qu'on n'a pas d'organisme économique au niveau central « ...la vie requiert une intervention immédiate...et nous devons pour le moment sacrifier un développement systématique » : on décida de commencer avec ce qui existait déjà, les comités d'usine et leur soviet auquel on ajouta des représentants des syndicats et des soviets.

Au congrès des comités d'usine qui se tient à la fin de janvier 1918, c'est la même discussion. Il n'y a pas de personnes qualifiées au centre, on fait nous-mêmes, même s'il existe des réactions « égoïstes » de certains comités d'usine. Si un « contrôle actif » se met en place, il devient incompatible avec le maintien d'une entreprise privée. Pour autant, cela ne règle pas la question de savoir si le contrôle ouvrier doit être conçu comme une mesure transitoire vers l'élimination complète de la gestion capitaliste. L'intervention d'un responsable patronal lors d'une réunion des patrons à Petrograd le 25 janvier 1918 est significative de l'enjeu : « ... En évaluant ... qui peut sauver l'industrie d'une désintégration totale et finale, on peut dire sans exagération qu'actuellement le seul allié de l'industrie dans la lutte entre les éléments anarchistes (soit les comités d'usine) et les travailleurs conscients sont les organisations syndicales ».

Dès que les patrons abandonnent les usines où le contrôle ouvrier est appliqué, le contenu de la révolution devient la révolution socialiste.

Le 23 janvier 1918, est adoptée l'ordonnance sur le contrôle ouvrier chemins de fer⁸ : les conseils de députés cheminots, coiffés d'un exécutif, gèrent les lignes ferroviaires et élisent les organes territoriaux de l'échelon supérieur et un soviet panrusse des cheminots. Vu les problèmes avec le syndicat dominé par les mencheviks en faveur de l'assemblée constituante, trois mois plus tard, le chaos dans les transports amène à revenir à une direction centrale et à des soviets uniquement consultatifs.

Le 14 décembre 1917, est institué le soviet suprême de l'économie qui fixe l'organisation des entreprises par décret du 3 mars 1918 dans lequel le contrôle ouvrier est subordonné au syndicat.

En avril 1918, les communistes de gauche, dirigés par Boukharine, Radek, Ossinsky, et plus tard Smirnov, dénoncent dans la revue théorique « Kommounist »

- la politique du travail destinée à imposer une discipline,
- l'introduction du travail obligatoire,
- l'introduction du salaire aux pièces
- l'allongement de la durée du travail.

Lénine lance de violentes attaques contre leur « psychologie d'intellectuel petit bourgeois ».

Les 24 mai-4 juin 1918 se tient le premier congrès des conseils économiques et sociaux.

Ossinsky et Smirnov condamnent le salaire aux pièces, le taylorisme, réclament la formation d'une administration ouvrière par le bas et non par le haut, la création d'une instance économique suprême fondée sur des représentants des organes de contrôle ouvrier.

C'est alors, en mai 1918, que la guerre civile commence : la relance se fera par la militarisation dans le cadre du communisme de guerre

A la fin de 1920, la guerre civile est finie.

L'opposition ouvrière animée notamment par Kollontai en 1920

Au 9^{ème} congrès parti, en mars 1920 il y a un débat sur le mode de direction des entreprises : faut-il une « direction collective ou direction individuelle dans l'industrie ? » A ce moment, sur 2051 entreprises importantes, 1783 étaient déjà sous contrôle uninominal. L'opposition ouvrière condamne cette politique des directions uniques. Les dirigeants des syndicats (7 millions adhérents : la quasi totalité des ouvriers) sont pour la direction collective, alors que les dirigeants du parti se prononcent pour la direction individuelle, « la direction par un seul ».

⁷ <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1917-11-decret-sur-le-controle-ouvrier/>

⁸ Oscar Anweiler « les soviets en Russie » p 279

Au 10^{ème} congrès parti en 1921, la direction décide de liquider l'opposition ouvrière. Dès ce moment, la classe ouvrière joue un rôle de moins en moins important en URSS, l'emprise de la bureaucratie du Parti est de plus en plus forte : « ...la nomination des responsables est une caractéristique de la bureaucratie ; cependant, actuellement, cette pratique est générale, légale, quotidienne, reconnue... Ceux qui sont nommés ne sont pas responsables devant les masses, ce qui aggrave la division entre les dirigeants et les militants de base ⁹ » .

L'opposition ouvrière affirme que :

- le relèvement est impossible sans un changement profond du système qui s'appuie sur une énorme machine bureaucratique, qui empêche toute initiative créatrice des producteurs « organisés en syndicats » .

- la concentration de la gestion de l'économie ne sera possible que si tous les organes de gestion économique sont élus par les représentants des ouvriers organisés.

Trotsky attaque l'opposition ouvrière sur le thème : *ils ont transformé les principes démocratiques en fétiches, ont placé le droit des ouvriers à élire leurs représentants au-dessus du Parti « droit d'aînesse historique du parti » .. ».. « la dictature n'est pas fondée à chaque instant sur le principe formel de la démocratie ouvrière »... ce ne sont pas les travailleurs qui sont « les véritables organisateurs de la production, groupés autour de leurs syndicats, mais les communistes à l'intérieur de ceux-ci » les thèses de l'opposition ouvrière réclament l'effacement du parti et son remplacement par l'auto gouvernement des travailleurs organisés dans les syndicats...*

Lénine dénonce l'opposition ouvrière comme petite bourgeoise, syndicaliste et anarchiste.

L'opposition ouvrière est dissoute, le droit de fraction interdit .

Ce n'est pas un hasard, c'est dans ce même congrès qu'est discutée et décidée en mars l'intervention militaire contre Cronstadt, comme symbole fort de la répression contre tous les mouvements sociaux de cette période, les révoltes paysannes et des grèves ouvrières qui réapparaissent à la fin de la guerre civile.

L'avant dernier jour, Lénine fait ses propositions sur la NEP.

« la conquête de l'état socialiste par la bureaucratie s'explique avant toute chose par la défaite de la révolution ouvrière en Europe occidentale ¹⁰ » .

► Révolution allemande et la gauche communiste

Va émerger une gauche communiste allemande avec une approche particulière sur cette question des conseils.

Le KAPD, Parti communiste ouvrier d'Allemagne est fondé par les exclus le 4 avril 1920 à Heidelberg. Il rassemble à ses débuts de 40 000 à 50 000 militants. Herman Gorter est son principal animateur. À l'origine le parti reste "membre sympathisant" de l'Internationale communiste.

Les conseils comme forme inaliénable du pouvoir prolétarien ...

Le théoricien auquel se réfère ce groupe est Pannekoek, qui a joué un rôle important avec Rosa Luxemburg dans les débats du SPD avant 1914. Pannekoek insiste sur le besoin de développer au sein du prolétariat les bases d'un pouvoir de classe permanent.

Des unions ouvrières existent depuis 1919, regroupant syndiqués, non syndiqués, militants ou non des partis. Par exemple se créent en août 1919 des unions à Hambourg et dans la Rhur qui combinent la défense des intérêts immédiats des travailleurs et les perspectives politiques de solidarité avec la révolution russe, critiques de la direction du KPD.

Elles se regroupent dans le congrès fondateur de l'AAUD en Février 1920.

⁹ Alexandra Kollontai « l'opposition ouvrière »

¹⁰ Victor Serge

Un débat domine le Congrès : la forme parti doit-elle être abandonnée dès que possible (position défendue par Roche, de Hambourg), ou doit-elle être au moins maintenue provisoirement (position défendue par Schröder et la direction du KAPD) ? Le KAPD est tenté de traiter l'AAUD comme sa base ouvrière.

Pannekoek critique cette pratique qui les transforme en «groupes d'usine" au lieu de "groupes d'ouvriers". Puisque l'avenir, dit-il, réside dans les soviets de quartier et de ville, dans les conseils qui embrassent et transcendent le lieu de travail ?

Programme de l'AAUD, adopté à la troisième conférence nationale de l'AAUD à Leipzig du 12 au 14 décembre 1920 :

- «
1. *L'AAUD lutte pour l'union du prolétariat en tant que classe.*
 2. *Son objectif est la société sans classes, son étape prochaine la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la volonté du prolétariat déterminant exclusivement toute les organisations politiques et économique de la société, grâce à l'organisation des conseils.*
 3. *La réalisation progressive de l'idée du Conseil, c'est le chemin que prend le développement de la conscience de soi de la classe prolétarienne. Les dictateurs, à proprement parler sont les délégués des conseils; ces délégués doivent exécuter les décisions des conseils. Les conseils¹¹ peuvent à tout moment être rappelés par la base qui donne les mandats. Il ne peut être question de soi-disant « chefs » que comme conseillers.*
 4. *L'AAUD rejette toute méthode de combat réformiste et opportuniste.*
 5. *L'AAUD est contre toute participation au parlementarisme, car cela signifie le sabotage de l'idée du conseil.*
 6. *De même, l'AAUD rejette toute participation aux conseils d'entreprise légaux comme une collaboration de classe dangereuse avec le patronat.*
 7. *L'AAUD est contre le syndicalisme, dans la mesure où ce dernier est opposé à l'idée des conseils.*
 8. *Mais en particulier l'AAUD s'oppose le plus violemment possible aux syndicats parce qu'ils sont le rempart principal contre la continuation de la révolution prolétarienne en Allemagne. Ils sont le principal rempart dans la voie de l'unification du prolétariat comme classe.*
 9. *L'organisation unitaire est le but de l'AAUD. Tous ses efforts seront afin d'atteindre ce but. Sans reconnaître la justification de l'existence de partis politiques (car l'évolution historique pousse à leur dissolution), l'AAUD ne lutte pas contre l'organisation politique du KAPD, dont les buts et les méthodes de combat sont communes avec celles de l'AAUD, et s'efforce de progresser avec lui dans le combat révolutionnaire.*
 10. *La tâche de l'AAUD est la révolution dans l'entreprise. Elle prend à cœur l'éducation politique et économique des travailleurs.*
 11. *Dans la phase de la conquête du pouvoir politique, l'Organisation d'entreprise elle-même devient un maillon de la dictature prolétarienne exercée dans l'entreprise par les conseils d'entreprise, s'élevant sur l'Organisation d'entreprise. L'Organisation d'entreprise intervient pour que le pouvoir politique soit toujours et exclusivement exercé par l'exécutif des conseils.¹²»*

À l'hiver 1920-1921 l'AAUD avait quelque 150.000 membres, alors que le KAPD en avait environ 40.000. Il était le « syndicat » le plus actif. Il publie régulièrement une dizaine d'hebdomadaires et ses nombreuses brochures ont parfois des tirages allant jusqu'à 120 000 exemplaires. Il perdra presque tous ses membres après 1923.

Textes importants de ce courant :

- en 1920 la « lettre ouverte au camarade Lénine » de Gorter

¹¹ Le conseil a, ensuite, un comité élu. L'ensemble du personnel de l'usine-Unis pour des actions révolutionnaires composé ce qu'on a appelé l'organisation de l'usine.

¹² Extrait de "L'Union générale des travailleurs - Organisation Révolutionnaire usine", publié par le District économique du Grand Berlin, 1921, p. 48. Dans « ni parlement, ni syndicats : les conseils ouvriers ! » ed les nuits rouges, page 175

- de Pannekoek « Révolution mondiale et tactique communiste »

« ...L'expérience allemande soulève précisément le grand problème de la révolution en Europe de l'Ouest. Dans ces pays, le mode de production bourgeois et la haute culture qui y est liée depuis des siècles, ont imprégné en profondeur la manière de sentir et de penser des masses populaires. Telle est la raison pour laquelle les caractères spirituels de ces masses ne se retrouvent absolument pas dans les pays de l'est, qui ont toujours ignoré cette domination de la culture bourgeoise. Et c'est en cela que réside, en premier lieu, la différence du cours pris par la révolution à l'est et à l'ouest.....

L'hégémonie spirituelle du passé bourgeois sur les ouvriers provoqua, dans divers pays d'Europe de l'Ouest (dont l'Allemagne et la Hollande) une scission du prolétariat en groupes antagonistes du point de vue idéologique, avec comme conséquence d'interdire toute unité de classe

Comment extirper des masses prolétariennes le mode de pensée bourgeois qui les paralyse ? Tout ce qui renforce les conceptions routinières est nuisible.....tant que la classe ouvrière aura l'impression qu'il existe un chemin plus facile, puisque d'autres agissent à sa place.... Elle tergiversera et restera passive...

le pouvoir des chefs sur les masses s'incarne au plan spirituel dans le parlementarisme, au plan matériel, dans le mouvement syndical....

Edifié à l'intérieur de la classe, le système des soviets (conseils ouvriers) est en mesure d'extirper et de supplanter la bureaucratie d'état comme celle des syndicats... »

Mais les Conseils disparaissent lentement.

D'autres vont réapparaître à partir du « droit à la participation » dans des conseils élus par les travailleurs mis en place par la république de Weimar. En pratique, au début, ce sont des doublures des bureaucraties syndicales .

Puis une bataille est engagée par l'USPD et le KPD pour que les élus soient obligatoirement des travailleurs salariés de l'entreprise, en change la nature avec la montée des luttes , et fait de ces conseils un instrument de la lutte des travailleurs pour le contrôle de la production, pour prendre conscience de la nécessité d'abattre le régime capitaliste et les préparer aux tâches de gestion.

De fait ces comités, au départ institutionnels, deviennent au moment de la montée des luttes en 1923, l'instrument majeur pour envisager la prise de pouvoir par les travailleurs.

5) L'insurrection

► Octobre Russe

De son exil Lénine multiplie les lettres : « les bolcheviks doivent prendre le pouvoir », « marxisme et insurrection » :

« Dès lors qu'ils ont la majorité dans les soviets des deux capitales, les bolcheviks peuvent et doivent prendre le pouvoir »

« paix immédiate, terre aux paysans, établissement d'un gouvernement que personne ne renversera »

Il est naïf attendre une majorité formelle, *« l'histoire ne nous pardonnera pas si nous ne prenons pas le maintenant le pouvoir »*

Il y a chez Lénine ces jours-là :

- à la fois la dénonciation de la politique blanquiste de coups de mains conspiratifs,
- en même temps qu'un travail de conviction public sur la nécessité de l'insurrection.

Il y a en même temps la conviction que c'est aux bolcheviks en tant que tels de prendre le pouvoir, au motif qu'ils sont majoritaires dans le prolétariat, et qu'en prenant le pouvoir c'est ainsi le prolétariat qui sera au pouvoir. En conséquence la décision et l'organisation de l'insurrection sont prises hors du congrès des soviets.

cf brochure de Lénine 1^{er} octobre 1917 « les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? »

« Sur quoi toutes les tendances sont-elles d'accord... ou bien les bolchéviks seuls ne se décideront jamais à prendre en mains tout le pouvoir, ou bien, s'ils s'y décident et s'en emparent, ils ne pourront le garder même pendant un laps de temps très court. Mais, tout d'abord, deux mots sur la première question ci-dessus, à savoir : les bolchéviks se décideront-ils à prendre seuls le pouvoir ? J'ai déjà eu l'occasion, au Congrès des Soviets de Russie, de répondre à cette question par une affirmation catégorique dans une remarque que j'ai été amené à lancer de ma place, pendant un des discours ministériels de Tsérétieli [2]. Et je n'ai jamais rencontré de déclarations imprimées ou orales de la part des bolchéviks disant que nous ne devrions pas prendre seuls le pouvoir. Je continue à être d'avis qu'un parti politique en général - et le parti de la classe d'avant-garde en particulier - n'aurait pas le droit d'exister, ne serait pas digne d'être considéré comme un parti, ne serait qu'un pauvre zéro dans tous les sens du mot, s'il renonçait au pouvoir, alors qu'il y a possibilité de l'obtenir....

..... Le prolétariat ne peut pas «s'emparer» de l'«appareil d'Etat » et «le faire fonctionner». Mais il peut briser tout ce qu'il y a d'opresseur, de routinier, d'irréremédiablement bourgeois dans l'ancien appareil d'Etat et le remplacer par un nouvel appareil, le sien. Cet appareil, ce sont les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans.

..... Les Soviets constituent un nouvel appareil d'Etat qui représente, en premier lieu, la force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas détachée du peuple comme celle de l'ancienne armée permanente, mais qui est étroitement liée à lui ; du point de vue militaire, cette force est infiniment plus puissante qu'auparavant ; du point de vue révolutionnaire, elle est irremplaçable. Deuxièmement, cet appareil assure avec les masses, avec la majorité du peuple, un lien si étroit, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable que rien de semblable n'a existé dans l'ancien appareil d'Etat. Troisièmement, cet appareil, en raison de son caractère électif et de la possibilité de modifier sa composition au gré du peuple, sans formalités bureaucratiques, est beaucoup plus démocratique que les précédents. Quatrièmement, il assure un lien solide avec les professions les plus diverses, en facilitant ainsi les réformes les plus diverses et les plus profondes, sans bureaucratie. Cinquièmement, il assure une forme d'organisation de l'avant-garde, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes opprimées, paysans et

ouvriers ; c'est donc un appareil au moyen duquel l'avant-garde des classes opprimées peut élever, éduquer, instruire et entraîner derrière soi toute la masse énorme de ces classes, qui a été jusqu'à présent complètement en de hors de la vie politique, de l'histoire. Sixièmement, il permet d'allier les avantages du parlementarisme et ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire d'allier dans la personne des représentants élus du peuple à la fois la fonction législative et l'exécution des lois. C'est, par rapport au parlementarisme bourgeois, un pas en avant dans le développement de la démocratie qui a une portée universelle.

.....
Notre révolution est invincible, si elle n'a pas peur d'elle-même, si elle confie la totalité du pouvoir au prolétariat, car nous avons derrière nous des forces encore infiniment plus considérables, plus développées, plus organisées du prolétariat mondial, écrasées pour un temps par la guerre ; mais la guerre ne les a pas détruites ; elle les a, au contraire, multipliées.

Craindre que le pouvoir des bolchéviks, c'est-à-dire le pouvoir du prolétariat, auquel est assuré le soutien sans réserve des paysans pauvres, soit « balayé » par messieurs les capitalistes ! Quel aveuglement, quelle peur honteuse du peuple, quelle hypocrisie ! Les hommes qui manifestent cette crainte appartiennent à cette « haute société » (haute d'après l'estimation capitaliste, mais en réalité pourrie), qui prononce le mot « justice » sans y croire elle-même, par habitude, comme une formule à laquelle on n'attache aucun sens.

.....
Voici comment raisonnait sur ces leçons, sur les leçons de l'histoire touchant cette question, le représentant et le fondateur de la tactique révolutionnaire prolétarienne, Karl Marx :

« L'insurrection est un art au même titre que la guerre et que d'autres formes d'art. Elle est soumise à certaines règles dont l'omission conduit à sa perte le parti coupable de les négliger. Ces règles qui découlent logiquement de la nature du parti, de la nature des circonstances avec lesquelles il faut compter en pareil cas, sont si claires et si simples que la courte expérience de 1848 a suffi pour les faire connaître aux Allemands. Primo, il convient de ne jamais jouer à l'insurrection, si l'on n'est pas décidé à la mener jusqu'au bout (littéralement, à affronter toutes les conséquences de ce jeu). L'insurrection est une équation dont les paramètres sont indéterminés au plus haut point, et peuvent changer de valeur d'un jour à l'autre. Les forces combattantes contre lesquelles il faut agir ont entièrement de leur côté la supériorité de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle. » (Marx a en vue le cas le plus « difficile » : l'insurrection contre un pouvoir ancien et « solide », contre une armée qui ne s'est pas encore désagrégée sous l'influence de la révolution et des hésitations du gouvernement.) « Si les insurgés ne peuvent pas rassembler des forces supérieures contre leur adversaire, alors ils sont battus et anéantis. Secundo, une fois l'insurrection commencée, il faut alors agir avec la plus grande détermination et passer à l'attaque. La défensive est la mort de tout soulèvement armé ; dans la défensive, il est perdu avant même de s'être mesuré avec les forces de l'ennemi. Il faut attaquer l'adversaire à l'improviste, alors que ses troupes sont encore dispersées, il faut s'efforcer de remporter chaque jour de nouveaux succès, même modestes ; il faut maintenir l'ascendant moral que vous aura valu le premier succès des insurgés ; il faut attirer les éléments hésitants qui suivent toujours le plus fort et se rangent toujours du côté le plus sûr ; il faut contraindre l'ennemi à la retraite avant qu'il ait pu rassembler ses troupes contre vous ; bref, agissez suivant les paroles de Danton, le plus grand maître jusqu'à ce jour de la tactique révolutionnaire : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace » (La révolution et la contre-révolution en Allemagne, édition allemande de 1907, p. 118).

.....
Si le parti révolutionnaire n'a pas la majorité dans les détachements avancés des classes révolutionnaires ni dans le pays, il ne peut être question d'insurrection. En outre, l'insurrection a besoin :

- 1) de la croissance de la révolution à l'échelle nationale ;*
- 2) d'une faillite morale et politique complète de l'ancien gouvernement, par exemple, du gouvernement de « coalition » ;*

3) de grandes hésitations dans le camp des éléments intermédiaires, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas entièrement pour le gouvernement, encore qu'hier ils fussent pleinement pour lui.

.....
1er octobre 1917 »

La majorité de la direction des bolcheviks ne veut pas brusquer les choses, puisque les soviets se bolchevisent, pourquoi ne pas attendre congrès prévu 20 octobre ?

► **L'action de mars 1921 en Allemagne : l'insurrection volontariste**

Fin 1920 la majorité de l'USPD (8/900 000 membres) décide d'adhérer à la III^e IC.

En Russie, la crise est terrible : insurrection de Cronstadt en fév mars 1921, la NEP,... les dirigeants de l'IC pensent que seule la révolution allemande peut sauver la révolution russe.

L'IC envoie Bela Kun dès février 1921 (au cœur du débat avec Levi) qui défend la théorie de « l'offensive révolutionnaire » : il faut « forcer le développement de la révolution » en réveillant une classe ouvrière provisoirement assoupie (Levi raconte que Bela Kun expliquait qu'en Russie la situation est très difficile, il est nécessaire de la soulager par des mouvements en occident : avec 500 000 communistes on peut entraîner 1 500 000 prolétaires).

La nouvelle direction du KPD veut faire la preuve que le nouveau parti est capable d'offensive révolutionnaire et que la peur du putschisme qui s'était emparée de lui après janvier 1919 avait complètement disparue, il fallait forcer le destin de la révolution.

Le KPD prépare une action dans la semaine qui suit pâques (après 25-28 mars). Le mouvement est écrasé région par région : le 31 mars le parti retire son mot d'ordre de grève générale. C'est un désastre pour parti qui perd en quelques semaines 150 à 200 000 militants, des dizaines de milliers de grévistes sont licenciés....

Levi (parti en Italie pendant les événements), critique le putschisme, l'idée « *qu'on peut faire la révolution avec la minorité du prolétariat contre sa majorité* », explique que les bolcheviks, quand ils ont pris le pouvoir contrôlaient au minimum la moitié de l'armée, et reprend le texte de Lénine précité sur l'insurrection. Lénine écrit à Levi « *qu'un représentant de l'exécutif...ait proposé une tactique imbécile, gauchiste, d'action immédiate pour aider les russes, je le crois sans trop de peine : ce représentant se trouve souvent trop à gauche* ¹³ » ; mais lui reproche de démissionner, de publier une brochure, d'aggraver les divergences. Levi, Zetkin, Daümig (exUSPD) et quelques autres démissionnent de la direction. La direction de l'IC n'est pas prête à la conciliation quand on critique publiquement ses représentants : Lévi est exclu. D'autres prises de position publiques provoquent d'autres exclusions, avec Levi ils rejoignent l'USPD.

On va décider que la défaite a été « *des plus fructueuses pour la poursuite de la révolution* » et on rejette la défaite sur la trahison du SPD et la passivité de la classe ouvrière.

Ce n'est qu'en mai que Clara Zetkin parvint à convaincre Lénine de la débâcle. Il écrit le 10 juin « *Levi, politiquement avait raison sur beaucoup de points...les thèses..de bela Kun sont sur le plan politique radicalement fausses* ¹⁴ ».

Le débat rebondit au 3^{ème} congrès IC - juin 1921-, qui adopte une Résolution sur l'action de Mars et sur le Parti Communiste Unifié d'Allemagne et des Thèses sur la tactique

« Le 3^o Congrès mondial constate avec satisfaction que les résolutions les plus importantes, et particulièrement la partie de la résolution sur la tactique, concernant l'action ardemment discutée de mars, ont été adoptées à l'unanimité et que même les représentants de l'opposition allemande dans leur résolution sur l'action de mars se sont placés en fait sur un terrain identique à celui du Congrès.

¹³ Pierre Broué « la révolution allemande » p 498

¹⁴ Pierre Broué « la révolution allemande » p 514

Le Congrès y voit une preuve qu'un travail cohérent et une collaboration intime sur la base des décisions du 3^o Congrès sont non seulement désirés, mais encore possibles au sein du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Le Congrès estime que tout morcellement des forces au sein du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, toute formation de fractions, sans parler même de scission, constitue le plus grand danger pour l'ensemble du mouvement.

Le Congrès attend de la Direction Centrale et de la majorité du Parti Communiste Unifié d'Allemagne une attitude tolérante à l'égard de l'ancienne opposition, pourvu qu'elle applique loyalement les décisions prises par le 3^o Congrès ; celui-ci est de plus persuadé que la Direction Centrale fera tout son possible pour réunir toutes les forces du Parti.

Le Congrès demande à l'ancienne opposition de dissoudre immédiatement toute organisation de fraction, de subordonner absolument et complètement sa fraction parlementaire à la Direction Centrale, de subordonner entièrement la Presse aux organisations respectives du Parti, de cesser immédiatement toute collaboration (dans des revues, etc.) avec Paul Levi, exclu du Parti et de l'Internationale Communiste.

Le Congrès charge l'Exécutif de suivre attentivement le développement ultérieur du mouvement allemand et de prendre immédiatement les mesures les plus énergiques dans le cas de la moindre infraction à la discipline. »

thèses sur la tactique :

« VII. LES ENSEIGNEMENTS DE L'ACTION DE MARS

L'action de mars fut une lutte imposée au Parti Communiste Unifié l'Allemagne par l'attaque du gouvernement contre le prolétariat de l'Allemagne centrale.

Au cours de ce premier grand combat que le Parti Communiste Unifié eut à soutenir après sa formation, il commit une série de fautes dont la principale consista en ce que, au lieu de faire clairement ressortir le caractère défensif de cette lutte, par son cri d'offensive, il fournit aux ennemis sans scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au parti social-démocrate et au parti indépendant un prétexte pour dénoncer le parti unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore exagérée par un certain nombre de camarades du parti, représentant l'offensive comme la méthode essentielle de lutte du Parti Communiste Unifié d'Allemagne dans la situation actuelle. Les organes officiels du parti, comme son président, le camarade Brandler, se sont déjà élevés contre ces fautes.

Le 3^o Congrès de l'Internationale Communiste considère l'action de mars du Parti Communiste Unifié d'Allemagne comme un pas en avant. Le Congrès est d'avis que le Parti Communiste Unifié sera d'autant plus en mesure d'exécuter avec succès ses actions de masses qu'il saura mieux adapter à l'avenir ses mots d'ordre de combat à la situation réelle, qu'il étudiera plus soigneusement cette situation. et qu'il agira avec plus d'unité.

Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, dans l'intérêt d'une appréciation minutieuse des possibilités de lutte devra prendre attentivement en considération les faits et les réflexions et peser soigneusement le bien-fondé des opinions qui indiquent les difficultés de l'action. Mais dès l'instant où une action a été décidée par les autorités du parti, tous les camarades doivent se soumettre aux décisions du parti et exécuter ces actions. La critique de ces actions ne peut commencer qu'après qu'elles soient terminées et elle ne doit être exercée qu'à l'intérieur du parti et de ses organes et en prenant en considération la situation dans laquelle se trouve le parti par rapport à l'ennemi de classe.

Du fait que Lévi a méconnu ces exigences évidentes de la discipline et les conditions posées à la critique du parti, le Congrès approuve son exclusion du parti et considère comme inadmissible toute collaboration politique des membres de l'Internationale Communiste avec lui. »

► **L'insurrection de Canton en 1927 : une autre insurrection volontariste**

On l'a vu plus haut, à cette époque, le PCC n'est pas en mesure de rompre la discipline imposée par Moscou et l'IC, alors que Tchiang Kai-chek organise la contre-révolution.

La défaite de la Deuxième Révolution chinoise s'est jouée en trois actes sanglants, tout au long de l'année 1927, à Shanghai en mars-avril 1927 (on estime à 10.000 le nombre de communistes tués en quelques jours dans la capitale du Hunan et ses environs at le KMT et les gangs de la pègre), à Wuhan, la capitale de la province du Hubei, dans le centre de la Chine en juin.

Celle-ci est l'occasion d'un quiproquo révélateur entre Mao et la direction du parti. Sur la foi de mauvaises informations, Mao envoie le 20 août 1927 une lettre au Comité central : *« Un certain camarade est arrivé au Hunan en annonçant qu'une nouvelle instruction de l'Internationale propose l'établissement immédiat de soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats en Chine. En entendant cela, j'ai sauté de joie. Objectivement, la Chine a depuis longtemps atteint son 1917, mais jusqu'à présent tout le monde soutenait l'opinion que nous étions en 1905. C'était une erreur grossière. (...) Aussitôt qu'il sera établi, ce pouvoir politique devrait rapidement remporter la victoire dans tout le pays. Nous espérons que le Comité central acceptera sans réserve l'instruction de l'Internationale, et l'appliquera au Hunan »* [19]. Mao espérait encore en une victoire rapide. Il appelle dans cette lettre à adopter le mot d'ordre de la réforme agraire radicale. Et il tire un trait sur le KMT (Guomindang) : *« Nous ne pouvons vraiment pas utiliser le drapeau du Guomindang. Si nous le faisons, nous serons seulement défaits une nouvelle fois. Auparavant, nous n'avons pas vraiment saisi la direction du Guomindang et nous avons laissé Wang Ching-wei, Tchiang Kai-chek, T'ang Sheng-chih le diriger. Maintenant nous devrions les laisser garder ce drapeau qui n'est déjà plus rien d'autre qu'un drapeau noir, et nous devons tout de suite lever le drapeau rouge »*.

Le Comité central ordonne à Mao d'appliquer la ligne officielle : pas de soviets, continuer à utiliser le drapeau du Guomindang et réforme agraire modérée.

Le tournant gauchiste de la fin 1927 donne un tour aventuriste aux conséquences désastreuses. Moscou décide brusquement d'organiser une insurrection à Canton. Si la situation était révolutionnaire dans la ville et la région, mais le rapport de force global ne permettait pas la victoire. Le pouvoir soviétique va tomber, après une lutte sanglante de trois jours : l'ennemi était numériquement plus fort, aidé par les bateaux de guerre des États impérialistes. La vengeance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire fut terrible, des milliers et des milliers d'ouvriers furent abattus comme des chiens.

► **L'insurrection de 1923 en Allemagne... qui s'arrête en chemin**

« la situation était indiscutablement pré révolutionnaire, mais aspects contradictoires, , souvenir mésaventures pèse sur jugement ...plus l'enjeu est important et les chances de vaincre sont réelles, plus les risques de défaite apparaissent immenses, et sérieuses les raisons de temporiser pour ne pas tout perdre en s'engageant prématurément ¹⁵ »

Après grèves de juin, journée antifasciste de juillet, grève générale contre Cuno en août l'insurrection est préparée.

En juillet-août 1923 l'exécutif de l'IC est décidé à préparer l'«octobre allemand », la révolution frappe à la porte, c'est le destin de la révolution mondiale qui se joue, la mobilisation est énorme en Russie, Zinoviev et Trotski sont d'accord. Dans le débat, Trotski estime que les conseils d'usines sont les points de concentration des masses révolutionnaires.

C'est le même sentiment en Allemagne, malgré la répression, les interdictions qui pleuvent.

Le plan prévoit :

¹⁵ Pierre Broué « Révolution allemande » page 698

- la conquête de positions gouvernementales en Allemagne centrale,
 - l'affrontement militaire contre les fascistes de Bavière et d'Allemagne du sud,
 - la formation de l'armée rouge (50 à 60 000 hommes armés) sur la base des 800 centuries prolétariennes, souvent de Front Unique, qui regroupent en tout environ 100 000 hommes. Une organisation militaire secrète est mise sur pied, avec des troupes d'assauts ayant un commandement d'officiers allemands et russes; la recherche d'armes est active,
 - d'attirer l'ennemi dans un piège à Cassel pendant qu'on lancerait l'offensive ouvrière dans la Ruhr.
- Mais l'adversaire ne reste pas inactif, la bourgeoisie et son appareil d'état sont plus rapides, par des mesures économiques, politiques et militaires.

Le KPD décide de lancer le mot d'ordre de Grève Générale.....mais décide de poser la question devant la conférence des conseillers d'entreprise, convoquée à la hâte pour discuter de questions économiques urgentes, qui se réunit à Chemnitz le 21 octobre, Le SPD ne pense pas à un soulèvement, pour lui c'est le gouvernement qui doit décider, pas l'assemblée... il déclare qu'ils quitteront la séance si le KPD ne retire pas sa proposition, On décide de remettre la question à une sous-commission : c'est l'enterrement de première classe.

Au début, le KPD ne prend pas son échec au sérieux, il croit que la vague révolutionnaire va continuer de déferler.

Ce n'est qu'au cours des mois suivants, pendant l'hiver 1923-1924 qu'on se rendit compte de la défaite.

Ainsi prend fin en 1923 la période révolutionnaire ouverte en 1918

Cet échec relance les débats sur l'insurrection.

Paraît « *l'insurrection armée* » Neuberg 1928, composé en partie de travaux antérieurs par l'équipe chargée de former les cadres de l'IC à l'insurrection.

« Introduction

L'insurrection armée est la forme la plus haute de la lutte politique du prolétariat...

Lorsqu'un désir élémentaire et irrésistible de lutte anime les masses, lorsque des millions d'hommes ont pris conscience de l'impossibilité de continuer à vivre comme autrefois et sont prêts à tous les sacrifices, le devoir du parti communiste est de les conduire adroitement aux positions essentielles de combat, de bien choisir le moment où l'assaut sera donné à l'ancien pouvoir gouvernemental, et de diriger politiquement et militairement le combat pendant l'insurrection elle-même ¹⁶»

Dans la direction de l'IC, on accuse les fautes imputables à des déviations opportunistes, on dit que le parti a reconnu trop tard la maturité de la situation révolutionnaire, toute la responsabilité est mise sur la direction KPD, alors que l'IC était directement impliquée dans toutes les décisions sur place.

Il s'ensuit une crise violente dans le KPD mais pas obligatoirement sur les bonnes questions :

- la gauche estimait que la révolution a été trahie par la tactique de Front Unique,
- la direction qui du coup affirme qu'à cette époque la situation n'était plus révolutionnaire
- au lieu d'examiner toute la politique menée en 1923, à savoir l'organisation et la préparation de l'insurrection armée...

L'échec est imputé au « traître » Brandler, l'ancienne direction est renvoyée.

Eléments pour un bilan de l'échec de la révolution allemande

Il y a bien eu une véritable vague révolutionnaire, peu connue, mais ce n'est pas un hasard.....

Il est indiscutable que :

- les forces contre révolutionnaires étaient plus fortes et mieux organisées que Kornilov,
- l'appareil d'état allemand avait conservé l'essentiel de ses moyens.

Le prolétariat aurait pu marcher au combat si la question du pouvoir avait été clairement posée, le KPD était prêt à aller à la bataille. Les appréhensions et hésitations de la direction à l'approche du moment décisif se sont communiquées aux masses. Devant la passivité du parti, les espoirs font place aux désillusions, et l'ennemi en profite. Les partis politiques peuvent faire des erreurs, quand la vie

¹⁶ Neuberg « *l'insurrection armée* » pages 42 - 43

politique est lente, elles se résorbent. En période de crise révolutionnaire, on manque de temps pour surmonter une erreur qui peut être fatale.

Le fiasco du parti allemand marque un tournant décisif de l'IC
Trotsky écrira dans « l'IC après Lénine » que c'est la base de l'établissement progressif du régime stalinien.

6) Le front unique

► **Révolution Allemande : le putsch de Kapp, mars 1920**

La question du Front Unique (FU) se pose à toutes les étapes des combats dès lors qu'il y a division du mouvement socialiste après la faillite de la seconde internationale.

Mais elle n'est pas formalisée, pas vraiment discutée. Le III^o congrès de l'IC va le faire.

la grève générale politique ...insurrectionnelle ?

Le 17 mars, Kapp s'en va, Liegen, le dirigeant syndical propose un gouvernement ouvrier allant des syndicats chrétiens aux partis jusqu'à l'USPD pour « démocratiser la république ». La gauche de l'USPD s'abstient, en processus d'adhésion à III^o IC, elle attend l'attitude du KPD. Ils refusent un gouvernement de « dictature du capital » avec les Noske : il faut que le gouvernement se prononce pour le pouvoir des conseils ouvriers.

Apparaît un débat difficile et nouveau sur la question du gouvernement ouvrier. C'est seulement le 26 qu'ils feront connaître une réponse favorable à un tel gouvernement ...mais trop tard, et de toute façon des changements de position, des avis fluctuants ne permettent pas de convaincre et d'engager des dynamiques. En effet, le 22 mars, comme il y a échec sur la question du gouvernement, SPD, USPD et syndicats appellent à arrêt de la Grève Générale. Malgré le KPD qui maintenant exhorte à poursuivre la lutte, c'est la reprise du travail à Berlin. Le gouvernement en place est replâtré.

Le KPD se déclare pour une « opposition loyale » car les conditions objectives ne sont pas réunies pour la révolution....mais pas dans la Ruhr, où s'était constitué une armée rouge (jusqu'à 50 000 hommes) qui refuse toute armistice. Une minorité refuse le nouveau gouvernement et poursuit la lutte, en menaçant de sabotage : c'est l'écrasement et la réoccupation du bassin par la troupe.

Partout, où, dans la lutte contre Kapp, la mobilisation ouvrière passe au-dessus de Weimar, elle se heurte au front commun de la réaction et de Weimar.

« *les sauveurs prolétariens de la république furent écrasés par ceux qu'ils venaient de sauver, alliés cette fois aux putschistes* ¹⁷»

► **Thèses sur la tactique de F.U.O 3^{ème} congrès IC 22 juin/ 12 juillet 1921**

602 délégués 58 partis de 48 pays ou nationalités, majorité Européenne.

Les grands espoirs du congrès précédent ne se sont pas réalisés. Il règne une grande dépression dans la classe ouvrière suite aux défaites subies, avec un abaissement réel du niveau de vie sous la pression de l'offensive bourgeoise et de la crise.

L'internationale constate que la vague révolutionnaire a reflué, estime que le capitalisme s'est stabilisé (est-ce une réalité pour l'Allemagne ?). Le rapporteur, Trotski, combat vigoureusement « *toute idée d'un rapport mécanique entre la crise économiques et les luttes révolutionnaires ce n'est pas la paupérisation en soi ni la prospérité en soi qui peuvent conduire à la révolution, mais l'alternance de la prospérité et de la paupérisation, la crise. L'instabilité, l'absence de stabilité est le facteur moteur de la révolution* »¹⁸.

Trois questions importantes sont abordées

- l'examen de la situation mondiale, qui est l'occasion de prendre position sur l'action de mars 1921 en Allemagne (point 4 et 7 thèses sur la tactique - le « cas » Levi est réglé, Lénine reconnaissant que Levi avait raison à 90%, mais il n'est pas question de condamner l'IC, la responsabilité retombe sur direction « allemande »).

Le débat est passionné, car il ouvre une discussion sur l'ensemble de la tactique de l'IC

¹⁷ Cité par Ossip K Flechtheim

¹⁸ Pierre Franck T1 p 158 et 163

- la NEP en union soviétique,
- la création de l'Internationale Syndicale Rouge et l'organisation du centre

Le débat sur la tactique à propos de l'action de mars absorbe un temps considérable du congrès. Il prend en compte la nouvelle période politique, après la période de montée révolutionnaire qui a suivi la révolution russe. Les premières réflexions sur ce thème sont développées par Lénine dans « *Le gauchisme, la maladie infantile du communisme* ».

Le congrès inaugure un tournant politique radical :

Une ligne pour la conquête des masses

Thèses sur la tactique

« ... »

I. DÉLIMITATION DES QUESTIONS

« *La Nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, à savoir: le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Internationale des Soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.* »

Cette définition des buts de l'Internationale Communiste, posée dans ses statuts, délimite clairement toutes les questions de tactique qui sont à résoudre.

Il s'agit de la tactique à employer dans notre lutte pour la dictature du prolétariat. Il s'agit des moyens à employer pour conquérir aux principes du communisme la plus grande partie de la classe ouvrière, des moyens à employer pour organiser les éléments socialement déterminants du prolétariat dans la lutte pour la réalisation du communisme. Il s'agit des relations avec les couches petites-bourgeoises prolétarisées, des moyens et procédés à prendre pour démolir le plus rapidement possible les organes du pouvoir bourgeois, les réduire en ruines et engager la lutte finale internationale pour la dictature.

La question de la dictature elle-même, comme unique voie menant à la victoire est hors de discussion. Le développement de la révolution mondiale a montré nettement qu'il n'y a qu'une alternative offerte dans la situation historique actuelle : dictature capitaliste ou dictature prolétarienne.

Le 3ème Congrès de l'Internationale Communiste reprend l'examen des questions de tactique dans des conditions nouvelles, puisque dans bien des pays la situation objective a pris une acuité révolutionnaire et que plusieurs grands partis communistes se sont formés, qui cependant ne possèdent encore nulle part la direction effective du gros de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire réelle.

II. À LA VEILLE DE NOUVEAUX COMBATS

La révolution mondiale, c'est-à-dire la destruction du capitalisme, le rassemblement des énergies révolutionnaires du prolétariat et l'organisation du prolétariat en une puissance agressive et victorieuse, exigera une période assez longue de combats révolutionnaires.

La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne droite ; c'est la dissolution lente du capitalisme, c'est la sape révolutionnaire quotidienne, qui s'intensifient de temps à autre et se concentrent en crises aiguës.

Le cours de la révolution mondiale a été rendu encore plus traînant du fait que de puissantes organisations et partis ouvriers, à savoir les partis ainsi que les syndicats social-démocrates, fondés par le prolétariat pour guider sa lutte contre la bourgeoisie, se sont transformés pendant la guerre en instruments d'influence contre-révolutionnaire et d'immobilisation du prolétariat et sont restés tels quels après la fin de la guerre. C'est ce qui a permis à la bourgeoisie mondiale de surmonter facilement la crise de la démobilisation ; c'est ce qui lui a permis pendant la période de prospérité apparente de 1919-1920 d'éveiller dans la classe ouvrière un nouvel espoir d'améliorer sa situation dans le cadre du capitalisme, cause essentielle de la défaite des soulèvements de 1919 et du ralentissement des mouvements révolutionnaires en 1919-1920.

.....
III. LA TÂCHE LA PLUS IMPORTANTE DU MOMENT

La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'Internationale Communiste.

Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc.), le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans les pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis), et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer.

Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale Communiste s'est donnée pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires. »

Concernant l'Allemagne, ce congrès fait tout pour préserver l'unité KPD et une offensive politique contre le KAPD est engagée, mettant fin aux tentatives de réunification.

► **débats du comité exécutif de l'IC en décembre 1921**

La réflexion s'approfondit, et l'IC commence à élaborer une tactique pour une période d'offensive capitaliste, destinée à unir la classe ouvrière. A la suite de la guerre 1914-1918 et de la faillite de la II^e internationale elle se trouvait politiquement divisée dans presque tous les pays entre un parti réformiste et un parti révolutionnaire, parfois aussi entre des syndicats à direction réformiste et des syndicats à direction révolutionnaire.

Dès le mois de décembre 1921 le CE de l'IC définit cette tactique dans des thèses très importantes.

Le 1^{er} janvier 1922 l'IC et l'ISR lancent en commun un appel aux prolétaires de tous les pays : « *Pour l'unité du front prolétarien* », sans s'adresser aux directions des autres internationales (II et II,5), il souligne la nécessité de l'unité d'action

Thèses sur l'unité du front prolétarien du Comité exécutif de l'IC de décembre 1921, elles seront intégrées dans la résolution votée au congrès suivant de l'IC de novembre 1922

« 1. *Le mouvement international traverse en ce moment une période de transition qui pose devant l'Internationale Communiste et devant ses sections de nouveaux et importants problèmes tactiques.*

2. *..... Les illusions démocratiques et réformistes qui, après la guerre impérialiste, avaient repris du terrain parmi une catégorie de travailleurs privilégiés, ainsi que parmi les ouvriers les plus arriérés au point de vue politique, se dissipent avant même d'avoir pu s'épanouir.*

3. *D'autre part, l'offensive capitaliste a suscité dans les masses ouvrières une tendance spontanée à l'unité, que rien ne saurait contenir et qui va de pair avec l'accroissement de la confiance dont les communistes bénéficient auprès du prolétariat.*

.....
4. *Les Partis Communistes peuvent et doivent recueillir maintenant le fruit des luttes qu'ils ont naguère soutenues dans les circonstances les plus défavorables au milieu de l'indifférence des masses..... La foi au réformisme est à peu près éteinte. Dans la situation actuelle du mouvement ouvrier, toute action sérieuse, même si elle a son point de départ dans des revendications partielles, amènera fatalement les masses à poser les questions fondamentales de la révolution. L'avant-garde communiste ne pourra que gagner à l'expérience des nouvelles couches ouvrières, qui se convaincront*

par elles-mêmes de l'inanité des illusions réformistes et des effets déplorables de la politique de conciliation.

.....
6. *Après s'être assuré une complète liberté de propagande, les partis communistes s'efforcent aujourd'hui, dans tous les pays, de réaliser une unité aussi complète que possible des masses ouvrières sur le terrain de l'action pratique. Les gens d'Amsterdam et ceux de la II^e Internationale, eux aussi, prônent l'unité, mais tous leurs actes sont la négation de leurs paroles. Démasquer en ce moment leur récidive de trahison est un des devoirs les plus importants des partis communistes.*

....
Telles sont les conditions générales dans lesquelles l'Internationale Communiste et ses sections ont à préciser leur attitude envers le mot d'ordre de l'unité du front ouvrier.

8. *Tout bien pesé, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste estime que le mot d'ordre du 3^e Congrès de l'Internationale Communiste : « Aux masses ! » ainsi que les intérêts généraux du mouvement communiste, exigent que l'Internationale Communiste et ses sections soutiennent le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien et prennent en main l'initiative de sa réalisation. La tactique des partis communistes s'inspirera des conditions particulières à chaque pays.*

9. *En Allemagne, 10. En France, 11. En Angleterre, 12. En Italie, 13. En Tchécoslovaquie, 14. En Suède, 15. Aux Etats-Unis, 16. En Suisse, 17. Dans une série d'autres pays,*

18. *Le Comité Exécutif stipule, comme condition rigoureusement obligatoire pour tous les Partis Communistes, la liberté, pour toute section passant une convention quelconque avec les partis de la II^e Internationale et de l'Internationale 2 1/2, de continuer la propagande de nos idées et la critique des adversaires du communisme. Tout en se soumettant à la discipline de l'action, les communistes doivent absolument se réserver le droit et la possibilité d'exprimer, non seulement avant et après, mais encore pendant l'action, leur opinion sur la politique de toutes les organisations ouvrières sans exception. En aucun et sous aucun prétexte, cette clause ne saurait souffrir d'infraction. En préconisant l'unité de toutes les organisations ouvrières dans chaque action contre le front capitaliste, les communistes ne peuvent renoncer à la propagande de leurs points de vue qui, seuls, constituent l'expression logique des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière.*

19. *Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste croit utile de rappeler à tous les partis frères les expériences des bolchéviks russes,*

20. *Adoptant le mot d'ordre de l'unité du front prolétarien et admettant des accords entre ses diverses sections et les partis et syndicats de la II^e Internationale et de l'Internationale 2 1/2, l'Internationale Communiste ne saurait évidemment renoncer elle-même à passer des accords analogues sur l'échelle internationale. Dans la question du secours aux affamés de Russie, l'Exécutif a proposé un accord à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam. Il a renouvelé ses propositions en vue d'une action commune contre la terreur blanche en Espagne et en Yougoslavie. Il soumet actuellement aux Internationales socialistes et à l'Internationale d'Amsterdam une nouvelle proposition au sujet des travaux de la Conférence de Washington, laquelle ne peut que précipiter l'explosion d'une nouvelle guerre impérialiste. Mais le refus opposé à nos propositions ne nous fera pas renoncer à la tactique que nous préconisons, tactique profondément conforme à l'esprit des masses ouvrières et qu'il faut savoir développer méthodiquement, sans relâche.*

Si nos propositions d'action commune sont repoussées, il faudra en informer le monde ouvrier afin qu'il sache quels sont les destructeurs réels de l'unité du front prolétarien. Si nos propositions sont acceptées, notre devoir est d'accentuer et d'approfondir les luttes engagées. Dans les deux cas, il importera de faire en sorte que les pourparlers des communistes avec les autres organisations éveillent et attirent l'attention des masses laborieuses. Car il faut absolument intéresser ces dernières à toutes les péripéties du combat pour l'unité du front révolutionnaire de tous les travailleurs.

.....

23. *Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, y compris par conséquent les ouvriers qui suivent encore les anarchistes et les syndicalistes.*

25. *Le Comité Exécutif consacrera la plus grande attention à toutes les démarches pratiques effectuées dans la voie qu'il vient d'indiquer et demande aux différents partis de l'informer par le menu de toutes leurs tentatives dans ce sens et de tous les résultats obtenus. »*

► **5 Novembre/5 décembre 1922 : 4^o congrès IC**

Les débats du 3^{ème} congrès continuent. Le congrès analyse que la classe ouvrière est sur la défensive, et qu'il est nécessaire que les communistes soient l'élément unificateur de la classe. Une résolution importante préconise le renforcement de la tactique de FU.
Résolution sur la tactique de l'Internationale Communiste

...

V. Le fascisme international

La politique offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat, telle qu'elle se manifeste de la manière la plus éclatante dans le fascisme international, est dans le plus étroit rapport avec l'offensive du capital sur le terrain économique. Etant donné que la misère accélère l'évolution de l'esprit des masses dans un sens révolutionnaire, processus qui englobe les classes moyennes y compris les fonctionnaires, et ébranle la sécurité de la bourgeoisie qui n'a plus dans la bureaucratie un instrument docile, les méthodes de contraintes légales ne suffisant plus à la bourgeoisie. C'est pourquoi elle s'applique partout à créer des gardes-blanches spécialement destinées à combattre tous les efforts révolutionnaires du prolétariat et qui servent en effet le plus en plus à écraser les tentatives du prolétariat pour améliorer sa situation.

Le trait caractéristique du fascisme italien, du fascisme « classique », qui a conquis pour un temps tout le pays, consiste en ce que les fascistes non seulement constituent des organisations de combat strictement contre-révolutionnaires et armées jusqu'aux dents, mais encore essaient par une démagogie sociale de se créer une base dans les masses, dans la classe paysanne, dans la petite bourgeoisie et même dans certaines parties du prolétariat, en utilisant adroitement pour leurs buts contre-révolutionnaires les déceptions provoquées par la soi-disant démocratie.

Le danger du fascisme existe maintenant dans beaucoup de pays en Tchécoslovaquie, en Hongrie, dans presque tous les pays balkaniques, en Pologne, en Allemagne (Bavière), en Autriche, en Amérique et même dans des pays comme la Norvège. Sous une forme ou sous une autre, le fascisme n'est pas impossible non plus dans des pays comme la France et l'Angleterre.

Une des tâches les plus importantes des Partis Communistes est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique ; les méthodes illégales sont ici absolument indispensables.

Mais la folle équipée fasciste est le dernier atout de la bourgeoisie. La domination ouverte des gardes-blancs est dirigée d'une façon générale contre les bases mêmes de la démocratie bourgeoise. Les plus grandes masses du peuple travailleur se persuadent de plus en plus du fait que la domination de la bourgeoisie n'est possible que par une dictature non déguisée sur le prolétariat.

.....

IX. La conquête de la majorité

Dans ces conditions, l'indication fondamentale du 3^o Congrès mondial : « Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et mener au combat la partie décisive de cette classe », subsiste dans toute sa force.

La conception suivant laquelle, dans l'équilibre instable actuel de la société bourgeoise, la plus grave crise peut subitement éclater par suite d'une grande grève, d'un soulèvement colonial, d'une nouvelle guerre, ou même d'une crise parlementaire, garde toute sa force aujourd'hui encore plus qu'à l'époque du 3^o Congrès. Mais c'est précisément pour cela que le facteur « subjectif », c'est-à-dire le degré de conscience, de volonté, de combat et d'organisation de la classe ouvrière et de son avant-garde, acquiert une importance énorme.

La majorité de la classe ouvrière d'Amérique et d'Europe doit être gagnée ; c'est la tâche essentielle de l'I.C. à présent comme auparavant.

Ce raisonnement part de l'idée que la révolution est un processus majoritaire et « l'émancipation des travailleurs, l'œuvre des travailleurs, eux-mêmes », ne peut se faire que lorsque les classes populaires ont surmonté leurs différenciations et divisions internes, et recherché leur unification sociale et politique.

Ces différenciations sociales sont inhérentes à la place spécifique dans le processus de production et plus généralement dans la vie sociale, mais aussi aux divisions politiques liées à l'histoire du mouvement ouvrier, à la cristallisation de courants et d'organisations.

► **La politique de la 3^{ème} période**

En URSS, la politique du socialisme dans un seul pays étouffe tout: les mouvements de masse ne sont plus examinés que sous l'angle des intérêts diplomatiques de la bureaucratie stalinienne.

En condamnant le trotskisme l'internationale fait un « tournant à gauche ».

Cela se traduit en Chine par l'insurrection gauchiste et minoritaire de Canton en décembre 1927, sauvagement écrasée.

Le 6^{ème} congrès (juillet – septembre 1928) découvre la « troisième période », dont l'essentiel consiste en un changement d'attitude radical vis à vis de la social démocratie.

Cette politique s'appuie sur une orientation développée par Staline dès ... 1924 :

« Le fascisme est une organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif de la social démocratie. La social démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme »

Boukharine, le rapporteur du 6^{ème} congrès préconise essentiellement le « front unique par en bas » :
« le levier politique de ce tournant est le changement d'attitude envers les partis sociaux démocrates.....L'accentuation de la lutte contre la social démocratie, telle est l'orientation politique de l'IC.....ne veut nullement signifier le rejet de la tactique de Front Unique..... Mais en relation avec l'accentuation de notre lutte contre la social démocratie, nous devons procéder au changement suivant dans cette lutte : dans la plupart des cas, nous devons maintenant poursuivre la tactique de Front Unique seulement par en bas. Aucun appel aux sommets des partis sociaux démocrates n'est possible ; seulement dans de rares cas, des appels à des organisations locales isolées du parti social démocrate sont peut-être admissibles. Mais en règle générale, nous appelons aux masses social démocrates, aux simples ouvriers sociaux démocrates »¹⁹

D'autres orateurs poussent les choses plus loin, comme Losovsky qui explique que la social démocratie n'est plus un parti ouvrier, et l'allemand Thaelmann va plus loin :

« le développement du réformisme en direction du social fascisme est un phénomène que l'on peut illustrer par différents exemples dans différents pays » .

¹⁹ Cité par Pierre Franck « Histoire de l'IC » tome 2 page 593

Cette politique va être amplifiée par les événements en Allemagne lors 1^{er} mai 1929 à Berlin. A Berlin le KPD est majoritaire dans la classe ouvrière, mais les responsables du gouvernement, de la police sont SPD. Ils autorisent des meetings en salle (des syndicats et du SPD) mais interdisent la manifestation annoncée par le KPD . Le KPD appelle à manifester « personne aux réunions réformistes dans les salles ! Tous dans la rue ! ». La police provoque et tire sur les manifestants, les fenêtres de ceux qui protestent. Les jours suivants, on en vient à des combats de barricades à Wedding et Neukölln : en tout 27 morts et 150 blessés. Cette fusillade a un retentissement dans le monde entier, notamment parmi les communistes, et justifie le tournant, en démontrant la « *fascisation* » des partis socialistes.

Cette orientation s'amplifie dans les mois suivants, le plénum de juillet 1929 affirme qu'il faut renoncer au « front unique par le haut », qu'il faut mettre en demeure les ouvriers socialistes de rompre avec leurs dirigeants, et étend la notion de social fasciste aux ouvriers sociaux fascistes, aux syndicats sociaux fascistes... En mars 1930 Remmele écrit « *Chassez les sociaux fascistes de leurs fonctions dans les entreprises et dans les syndicats, des bureaux de placement, des écoles d'apprentissage ...* » ... « *chassez les petits Zoergiebel (préfet de police de Berlin SD lors de la manifestation du 1^{er} mai) hors des écoles et des terrains de jeu*²⁰»

Ils pensent que le nazisme peut être repoussé par des moyens parlementaires et que son accession au pouvoir serait le commencement de leur fin, du fait qu'ils ne pourraient accomplir les promesses démagogiques de leur programme. Remmele en 1931 « *quand ils seront au pouvoir, l'unité du front prolétarien sera réalisée te balaiera tout... Nous sommes les vainqueurs du lendemain ...* »

La politique du KPD cherchait donc à porter le « coup principal » contre les « sociaux fascistes »

Pourtant à ce moment, Mussolini était déjà au pouvoir depuis 1922 ... et s'il n'avait pas détruit brutalement le régime parlementaire et les libertés démocratiques, il l'avait fait à la fin des années 20.. Au Portugal le coup d'État de 1926 contre le régime parlementaire, a instauré une dictature, qui crée un appareil d'état avant de créer des organisations parafascistes.

► **Le processus de prise du pouvoir par les Nazis**

La prise du pouvoir de 1933 s'insère dans la montée du fascisme et des dictatures en Europe, mais a un caractère particulier. Elle n'est pas arrivée brutalement, est le produit de quatre années (voire même 6, car l'on peut aussi faire partir le processus en 1927) de batailles physiques et politiques.

A partir de 1927, les troupes de choc nazies, SS et SA, commencent à pénétrer les quartiers ouvriers, à perturber les réunions ouvrières.

La crise économique de 1929 avait exacerbé la situation, avec des effets catastrophiques en Allemagne. Il y a une lutte physique, d'armées constituées, c'est une bataille à mort.

De 1924 à 1929, quelques magnats de l'industrie lourde subventionnent juste assez les bandes fascistes pour qu'elles ne disparaissent pas. Les autres secteurs capitalistes, comme ceux de la chimie, font le choix de la démocratie de la république de Weimar.

A partir de l'été 1930, la plupart des magnats de l'industrie lourde et des banquiers qui leur sont liés, ainsi que les hobereaux, subventionnent le parti Nazi. « *Ils lui fournissent des moyens matériels imposants qui lui permettent de remporter la victoire électorale de septembre 1930 et de conquérir 107 sièges au reichstag en 1931 et 1932, les subventions continuent à pleuvoir, toujours plus abondantes, dans les caisses du NSDAP*²¹». Hitler commence à être reçu officiellement à des réunions publiques de patrons, comme le Club des industriels de Düsseldorf le 27 janvier 1932.

²⁰ Dans organe des pionniers communistes cité par Ossip K. Flechtheim «Le parti communiste allemand sous la république de Weimar » p 205

²¹ Daniel Guérin « Sur le fascisme » Maspéro tome 2 p 37

A partir de 1930, la lutte se transporte dans la rue, les nervis provoquent et assassinent leurs adversaires ouvriers, en ayant le soutien des forces répressives de l'état²². Il ne se passe pas de dimanche sans bagarre sanglante. Les grands rassemblements nazis commencent.

L'aspiration au Front unique est forte à la base, et parfois au-dessus. Il y a des exemples locaux de défense commune contre les attaques des Nazis, mais la direction du SPD interdit toute négociation à l'échelon local « l'action antifasciste est une action anti social démocrate ». Quand un socialiste propose des actions communes, les communistes répondent de ne pas donner le moindre crédit à ces propositions, et de créer le Front Unique par le bas.

En novembre 1932, pendant la campagne électorale, les communistes soutenus par les nationaux-socialistes font grève dans les tramways berlinois, s'opposant ainsi aux syndicats et au SPD qui appellent au travail après avoir négocié une application des décrets lois. La répression policière est brutale : 1000 arrestations, 100 blessés, 10 morts, 2500 employés licenciés.

Quelques jours après, le recul des nazis aux élections de novembre 1932 est interprété par les communistes et le SPD comme une défaite définitive.

C'est l'inverse !

Le 22 janvier 1933 les nazis défilent devant la maison Karl Liebknecht - local du KPD- sous la protection de la police. En réponse à cette défaite politique, le KPD organise le 25 une manifestation de masse de 120 000 ouvriers.

En janvier 33, les grands capitalistes sont pour nommer Hitler comme chancelier. Ils espéraient utiliser, manœuvrer, Hitler pour réduire le mouvement ouvrier sans lui laisser le champ libre dans les domaines économiques, des affaires étrangères et de l'armée !

C'est le contraire qui se passa....Le 30 janvier 1933, Hindenburg nomme donc Hitler Chancelier.

Cette position était importante, pouvait devenir décisive, mais n'était pas encore consolidée.

Si le combat avait été déclenché à ce moment la victoire n'était pas certaine, ...mais pas impossible. Hitler sait que les forces des syndicats, des partis ouvriers sont intactes. Il met à profit cette position pour créer les conditions d'une prise du pouvoir totale.

Le SPD et le KPD restent eux paralysés...

Le KPD lance un appel à la grève générale, avec peu de chances de réussite, compte tenu de sa faible présence dans les usines et du fait qu'il était totalement coupé des travailleurs socio démocrates.

Dès l'après midi et la soirée du 30 janvier, dans les grandes villes se produisent de puissantes démonstrations ouvrières spontanées. Mais la direction du SPD refuse le combat, les arguments de prudence l'emportent : c'est un gouvernement constitutionnel²³. De nouvelles élections sont fixées au 3 mars 1933, et les nazis ont perdu 5% des voix entre juillet et novembre 1932 (de 37,3% à 32%).

La manifestation que le PC convoque pour le 3 février, au Lustgarten, est interdite par la police...

Malgré la terreur, une série de villes allemandes connaissent les plus grandes mobilisations ouvrières de leur histoire, plus grandes même que pendant la Révolution de 1918-1919²⁴.

Pendant ce temps, la « *Rote Fahne* » du 2/3 février publie le discours du président de l'Internationale Communiste, Manouïlski, en réponse à Otto Bauer (social-démocrate autrichien), où est développée de nouveau la théorie du social-fascisme.

Pour l'immense rassemblement social démocrate du 7 février 1933, le « *Vorwaerts* » écrit « Berlin n'est pas Rome, Hitler n'est pas Mussolini. Berlin ne sera jamais la capitale d'un Reich fasciste, Berlin reste rouge ... »²⁵. Le chef de la fraction communiste au Reichstag, le député Torgler, demande

²² Daniel Guérin « Sur le fascisme » Maspéro tome 2 p 108 : instructeurs et terrains militaires pour s'entraîner ...

²³ Le 31 janvier, Breitscheid déclare dans une réunion du Comité directeur du Parti Social-démocrate : « La lutte contre le fascisme est entrée dans une nouvelle phase. Tous nos désirs seraient que nos relations avec le Parti Communiste entrassent aussi dans une phase nouvelle. » Une motion proposant un « pacte de non-agression » au PC est rejetée par une seule voix de majorité. « 1933 la tragédie du prolétariat allemand » Rustico

²⁴ Ernest Mandel « ce qu'est le fascisme et comment l'arrêter »

²⁵ Cité par Pierre Franck « Histoire de l'IC » tome 2 page 674

l'autorisation de lire devant les masses socialistes un appel au front unique que leur adresse le PC. On le lui refuse.

Le 27 février, le Reichstag est incendié par un coup monté par les nazis.

Dès les premières flammes, le KPD est déclaré illégal, la presse communiste est interdite pour quatre semaines, tous les fonctionnaires du PC mis en prison préventive comme deux de ses députés soupçonnés de complicité dans l'incendie du Reichstag. Quatre mille militants communistes sont arrêtés. L'ensemble de la presse social-démocrate tombe également sous le coup d'une interdiction de quatorze jours.

La montée du nazisme donne une autre ampleur à la bataille pour le Front Unique

► La question du front unique contre le fascisme, selon Gramsci

La situation italienne et les tâches du PCI Thèses de Lyon 1926

(...)

XIV. *La défaite du prolétariat révolutionnaire dans cette période décisive est due aux déficiences politiques, organisationnelles, tactiques et stratégiques du parti des travailleurs. La victoire du fascisme en 1926 doit donc être considérée non comme une victoire remportée sur la révolution mais comme la conséquence de la défaite subie par les forces révolutionnaires en raison de leurs faiblesses intrinsèques.*

XV. *Le fascisme, en tant que mouvement de réaction armée ayant pour but la désagrégation et la désorganisation de la classe laborieuse pour la neutraliser, s'inscrit dans la politique traditionnelle des classes dirigeantes italiennes et dans la lutte du capitalisme contre la classe ouvrière. A la tactique des accords et des compromis, il substitue le projet de réalisation d'une unité organique de toutes les forces de la bourgeoisie dans un seul organisme politique, contrôlé par une centrale unique, qui devrait diriger simultanément le parti, le gouvernement et l'État. Ce projet répond à une volonté de résistance totale à toute attaque révolutionnaire. Ce qui permet au fascisme de recueillir l'adhésion de la partie la plus décidément réactionnaire de la bourgeoisie industrielle et des propriétaires fonciers.*

XVI. *La méthode fasciste de défense de l'ordre, de la propriété et de l'État, est, plus encore que le système traditionnel des compromis et de la politique de gauche, un facteur de désintégration de la cohésion sociale et de ses superstructures politiques.*

XVII. *Par voie de conséquence, la politique du fascisme engendre une série de réactions profondes au sein des masses.*

Quant au prolétariat, le processus de désagrégation de ses forces se heurte à la résistance active de l'avant-garde révolutionnaire et à une résistance passive de la grande masse, laquelle demeure fondamentalement attachée à ses positions de classe, prête à se remettre en mouvement dès que se relâche la pression physique du fascisme et que ses intérêts de classe la motivent plus fortement. La tentative de créer une division interne au moyen des syndicats fascistes peut être considérée comme un échec. Les syndicats fascistes, changeant leur programme, deviennent désormais les instruments directs de l'oppression réactionnaire au service de l'État.

.....

XL. *La tâche d'unification des forces du prolétariat et de toute la classe laborieuse sur le terrain de la lutte est la partie « positive » de la tactique du front unique, et représente, dans les circonstances actuelles, la tâche fondamentale du parti en Italie.*

Les communistes doivent se proposer pour objectif concret et réel l'unité de la classe laborieuse afin d'empêcher le capitalisme d'appliquer son plan de désagrégation permanente du prolétariat et de rendre impossible toute lutte révolutionnaire. Ils doivent savoir tout mettre en œuvre pour atteindre ce but, et surtout se montrer capables de se rapprocher des ouvriers d'autres partis ou sans parti, en venant à bout de leur hostilité et de leur incompréhension déplacées, en se présentant en toute

circonstance comme les artisans de l'unité de classe dans la lutte pour la défense de la classe et sa libération.

Le « front unique » de lutte antifasciste et anticapitaliste que les communistes s'efforcent de constituer doit chercher à se présenter comme un front unique organisé, donc se fonder sur les organismes autour desquels la masse dans son ensemble prend forme et se rassemble. Tels sont bien les organes représentatifs dont les masses elles-mêmes ont, aujourd'hui, tendance à se doter, en partant des usines, comme dans chaque période d'agitation, dès que les syndicats cessent de pouvoir fonctionner dans des conditions normales. Les communistes doivent prendre conscience de cette tendance dans les masses, savoir l'encourager, et développer ses aspects positifs, en luttant contre les déviations à caractère particulariste auxquelles elle peut donner lieu. Il faut considérer la question sans privilégier de façon fétichiste une forme déterminée d'organisation, en se rappelant que notre objectif fondamental est de parvenir à une mobilisation et une unité organique de plus en plus vastes des forces. Pour atteindre ce but, il faut savoir s'adapter à tous les terrains qu'offre la réalité, exploiter tous les motifs d'agitation, mettre l'accent sur telle ou telle forme d'organisation selon les nécessités et les possibilités de développement de chacune d'elles. »

►La conception du front unique contre le fascisme, selon Trotski

C'est la proposition centrale de Trotski contre la montée du fascisme qui s'oppose, terme à terme, à la politique de division du KPD stalinien.

Au-delà du rejet de toute la politique visant à assimiler la social-démocratie au fascisme, ce qui est décisif dans les propositions de Trotski, c'est le refus de tout ultimatum, la nécessité de prendre en compte la réalité du mouvement ouvrier, avec ses organisations syndicales réformistes, ses partis sociaux-démocrates et communistes pour dresser un front unitaire contre le fascisme, de voir le mouvement ouvrier telle qu'il est et pas telle que l'inventent les staliniens.

Dix années après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht par les corps francs dirigés par Noske et Scheidemann, malgré le 1^{er} mai 1929 à Berlin, Trotski *préconise de reprendre le chemin de l'unité d'action avec la social-démocratie, qui restait le courant majoritaire du mouvement ouvrier allemand. Le parti communiste montait en puissance, mais la social-démocratie restait dominante. L'urgence antifasciste exigeait la réalisation de l'unité des organisations, au-delà de toutes les divergences, de toutes les divisions politiques et organisationnelles.*

Les textes de Trotski sur l'Allemagne, dans une situation de déchirement et de gravité particulière pour le mouvement ouvrier, sont parmi les textes les plus élaborés et les plus systématiques sur la question du front unique.

Trotski donne les racines de la politique de front unique :

« ... le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire mais à travers la lutte de classes qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise que pour des combats politiques « nationaux » telle que la lutte contre le fascisme. Par conséquent, la tactique de front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile-, non elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat²⁶ ».

Ainsi loin de se réduire à telle ou telle manœuvre pour démasquer les appareils, le front unique répond à l'objectif stratégique suivant : unifier le prolétariat, -la classe ouvrière au sens large, celles/ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail- pour le transformer de classe dominée en classe dominante de la société.

Pour stimuler ce développement, ce mouvement doit créer les conditions de « l'indépendance de classe » des travailleurs vis-à-vis de la bourgeoisie, et viser à l'auto-émancipation et l'auto-organisation des classes populaires, condition fondamentale pour la transformation révolutionnaire de

²⁶ La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne, 1932

la société. Ainsi, tout en précisant à chaque étape de la lutte de classes, son contenu et ses formes la recherche de l'unité des travailleurs et de leurs organisations est une donnée permanente de la politique des révolutionnaires.

Comme l'écrit Ernest Mandel en 1979 :

« La classe ouvrière ne peut en finir avec le capitalisme, exercer le pouvoir et commencer à construire une société sans classes que si elle atteint un degré d'unité de ses forces sociales et un niveau de politisation et de conscience qualitativement plus hauts que celui qui existait sous le capitalisme dans ses périodes « normales ». De fait, c'est seulement au travers de cette unification et politisation que l'ensemble de la classe ouvrière peut se constituer en « classe pour soi », au-delà des différences d'emploi, de niveau de connaissances, d'origine nationale ou régionale, de sexe, d'âge, etc.

La majorité des travailleurs acquiert la conscience de classe, dans le sens le plus profond du terme, seulement qu'à travers l'expérience de ce genre d'unité dans la lutte. Le parti révolutionnaire joue un rôle médiateur essentiel dans ce processus. Mais sa propre activité ne peut se substituer à cette expérience de lutte unitaire de la majorité des travailleurs. Le parti, en lui-même, ne peut être la source d'où surgit cette conscience de classe parmi des millions de salariés.....

Dans tous les pays dans lesquels le mouvement ouvrier organisé possède une longue tradition, une partie significative de la classe continue à manifester un certain niveau de confiance en faveur des partis socialistes et communistes, non seulement électoralement, mais aussi politiquement et organisationnellement. Il est ainsi impossible d'avancer de manière positive et réelle dans l'unification du front prolétarien sans prendre en compte cette confiance relative ou espérant que les travailleurs socialistes et communistes rejoindront le front sans prendre en compte les réactions et les attitudes de leurs dirigeants.

De cela on peut conclure qu'une politique de front unique dirigée vers les partis socialistes et communistes est une composante tactique de l'orientation générale stratégique. Elle n'est donc que cela : un élément et non un substitut à cette orientation. Et cela est particulièrement vrai du fait que l'unification et la politisation maximales de l'ensemble du prolétariat requiert tout autant la participation des travailleurs socialistes et communistes et une rupture de la grande majorité de ces travailleurs avec les options de collaboration de classes des appareils bureaucratiques.²⁷ »

Cette politique de Front Unique découle donc des conditions objectives et de l'expérience de la lutte de classes et se traduit par le front unique des organisations, le front unique de la base au sommet et le front unique sur des tâches liées à la lutte antifasciste.

« Quelle est l'attitude du Parti communiste ? Dans ses journaux, il répète quotidiennement que pour lui seul est acceptable " le front unique qui sera dirigé contre Brüning [député de droite], Severing [député SPD], Leipart [SPD, président du syndicat ADGB], Hitler et leurs semblables". Face au soulèvement prolétarien, il n'y a pas de doute qu'il n'y aura aucune différence entre Brüning, Severing, Leipart et Hitler.

Mais cela ne signifie absolument pas que Brüning, Severing, Leipart et Hitler appartiennent toujours et dans toutes les conditions au même camp. Maintenant, leurs intérêts divergent. Pour la social-démocratie, la question est, en ce moment, moins de défendre les fondements de la société capitaliste contre la révolution prolétarienne, que de défendre le système bourgeois semi-parlementaire contre le fascisme. Ce serait une très grande bêtise que de refuser d'utiliser cet antagonisme.

"Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale..., écrivait Lénine dans la Maladie infantile, et renoncer a priori à louvoyer, à exploiter les oppositions d'intérêts (fussent-elles momentanées) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés éventuels (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ?" Nous citons à nouveau textuellement : les mots entre parenthèses soulignés par nous sont de Lénine.

²⁷ interview « Conscience de classe, Front Unique et Gouvernement ouvrier » 1979

Et plus loin : "On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre "fissure" entre les ennemis." Que font Thaelmann et Remmele dirigés par Manouïlsky ? La fissure entre la social-démocratie et le fascisme - et quelle fissure ! - ils essaient de toutes leurs forces de la colmater à l'aide de la théorie du social-fascisme et de la pratique de sabotage du front unique.

Lénine exigeait qu'on utilise chaque "possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a rien compris au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain". Regardez, prophètes de la nouvelle école stalinienne : il est dit ici clairement et précisément, que vous n'avez rien compris au marxisme. Cela, c'est Lénine qui l'a dit de vous : accusez réception !²⁸»

Trotsky propose une traduction concrète à cette analyse :

« Tout le malheur vient de ce quedans son appel pour le " front unique rouge ", publié le 29 novembre, le Comité central du Parti communiste allemand part de l'idée qu'il est impossible de vaincre le fascisme, sans avoir vaincu au préalable la social-démocratie allemande.

Cette idée, Thaelmann la répète sur tous les tons dans son article. Cette idée est-elle juste? A l'échelle historique, elle est absolument vraie. Mais cela ne signifie pas du tout que l'on peut résoudre les questions à l'ordre du jour grâce à elle, c'est-à-dire en se contentant de la répéter. Cette idée, juste du point de vue de la stratégie révolutionnaire dans son ensemble, devient un mensonge, et même un mensonge réactionnaire une fois traduite dans le langage de la tactique. Est-il vrai que pour faire disparaître le chômage et la misère il faut détruire au préalable le capitalisme ? C'est vrai. Mais seul le dernier des imbéciles en tirera la conclusion que nous ne devons pas nous battre aujourd'hui de toutes nos forces contre les mesures qui permettent au capitalisme d'augmenter la misère des ouvriers.

Peut-on espérer que le Parti communiste renversera la social-démocratie et le fascisme dans les prochains mois? Aucun homme de bon sens, qui sait lire et compter, ne se risquerait à une telle affirmation. Politiquement, la question se pose ainsi : peut-on aujourd'hui, dans le courant des prochains mois, c'est-à-dire malgré la présence de la social-démocratie, malheureusement encore très puissante bien qu'affaiblie, opposer une résistance victorieuse à l'attaque du fascisme ?²⁹»

Et à propos des accords parlementaires ...

Trotsky est très précis :

« Les accords électoraux, les marchandages parlementaires conclus par le parti révolutionnaire avec la social-démocratie servent, en règle générale, la social-démocratie. Un accord pratique pour des actions de masse, pour des buts militants, se fait toujours au profit du parti

révolutionnaire..... Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou les dirigeants des syndicats allemands, aucune publication, aucun drapeau, aucune affiche commune ! Marcher séparément, frapper ensemble ! Se mettre d'accord uniquement sur la manière de frapper, sur qui et quand frapper ! On peut se mettre d'accord sur ce point avec le diable, sa grand-mère et même avec Noske et Grzesinski. A la seule condition de ne pas se lier les mains

Enfin, il faut rapidement mettre au point un ensemble pratique de mesures, non dans le but de " démasquer" la social-démocratie (devant les communistes), mais dans le but de lutter effectivement contre le fascisme. Ce programme doit porter sur la protection des usines, la liberté d'action des comités d'usine, sur l'intangibilité des organisations et des institutions ouvrières, la question des dépôts d'armes dont peuvent s'emparer les fascistes, sur les mesures à prendre en cas de danger, c'est-à-dire sur les actions militantes des détachements communistes sociaux-démocrates, etc.³⁰. »

Le centre de gravité c'est le combat pratique antifasciste mais il y a aussi, dans ce cadre, et il faut insister, dans ce cadre, la possibilité d'accords parlementaires. C'est ce que défend Trotsky en 1932,

²⁸ Léon Trotsky « la révolution allemande et la bureaucratie stalinienne », janv 1932 dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 122

²⁹ Léon Trotsky « lettre à un ouvrier communiste allemand », dec 1931, dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 71

³⁰ Léon Trotsky « lettre à un ouvrier communiste allemand » dec 1931, dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 76

ou il dénonce une approche institutionnelle d'accords parlementaires mais pas des accords parlementaires liés à la mobilisation..

« voilà que le 22 juin, la fraction communiste au Parlement de Prusse proposa à la surprise générale, et à la sienne propre, un accord avec la social-démocratie et même avec le centre. La même chose s'est répétée en Hesse. Face au danger de voir la présidence du Parlement tomber entre les mains des nazis, tous les sacro-saints principes furent envoyés au diable. Est-ce étonnant ? N'est-ce pas affligeant ?

.....
L'initiative de la fraction communiste au Landtag était-elle en soi fautive et inadmissible ? Nous ne le pensons pas. Les bolcheviks en 1917 ont à plusieurs reprises fait la proposition suivante aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires : " Prenez le pouvoir, nous vous soutiendrons contre la bourgeoisie, si elle offre une quelconque résistance. " Certains compromis sont acceptables, dans certaines conditions ils sont nécessaires. Cela dépend de l'objectif que l'on s'est fixé, de la manière dont le compromis est perçu par les masses et de ses limites. Limiter le compromis au Landtag ou au Reichstag, considérer comme un but en soi le fait qu'un social-démocrate ou un catholique devienne président à la place d'un fasciste, revient à tomber entièrement dans le crétinisme parlementaire. La situation est tout autre lorsque le parti se fixe pour tâche la lutte systématique et méthodique pour gagner les ouvriers sociaux-démocrates sur la base du front unique. Dans ce cas, l'accord au parlement contre la prise de la présidence par les fascistes aurait fait partie intégrante d'un accord extra-parlementaire pour la lutte contre le fascisme.³¹ »

Trotsky insiste enfin, dans cette situation exceptionnelle, sur le caractère plutôt défensif de la politique de front unique : *« Il faut avoir présent à l'esprit le fait que la politique de front unique est beaucoup plus efficace dans la défense que dans l'attaque. Les couches conservatrices ou arriérées du prolétariat sont entraînées plus facilement dans une lutte pour défendre les acquis que pour la conquête de nouvelles positions... »*

La politique de front unique est une tactique politique, qui dépend des objectifs généraux d'une politique révolutionnaire.

Une politique révolutionnaire ne se réduit pas à la tactique de front unique : la lutte politique, la définition des objectifs, la délimitation entre courants et organisations, la construction d'organisation sont des maillons indispensables de l'activité des révolutionnaires.

La tactique reste subordonnée à la stratégie :

« Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte de classes mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont des problèmes absolument différents, parfois même contradictoires » (Trotsky, Comment vaincre le fascisme ?).

Les formes et le contenu d'une tactique de Front unique peuvent, effectivement, brusquement changer, notamment en situation de crise.

Dans la politique de rassemblement des travailleurs pour la lutte, les conflits avec les réformistes peuvent atteindre des points de rupture :

« Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions de masse, nous nous réservons le droit de soutenir l'action jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, à titre d'organisation indépendante... Ce sont les masses qui décident ; A partir du moment, où, les masses se séparent de la direction réformiste, les accords perdent tout leur sens. Perpétuer le front unique signifierait ne pas comprendre la dialectique de la lutte révolutionnaire et transformer le front unique de tremplin en barrière. Pour les marxistes, le front unique est seulement une des méthodes de la lutte de classes. Dans ces conditions données, la méthode est complètement inutilisable : il serait insensé de vouloir construire un accord avec les réformistes pour l'accomplissement de la révolution socialiste³² ».

³¹ Léon Trotsky « le seule voie » oct 1932, dans « comment vaincre le fascisme » Buchet Castel 1973, page 325

³² Trotsky « Comment vaincre le fascisme ? »

Enfin, une interrogation ?

Pourquoi Trotski qui met au centre de la situation le front unique, traverse-t-il toute la crise allemande sans avancer de proposition de mot d'ordre de gouvernement SPD-KPD ?

La division était-elle trop forte pour rendre crédible une telle formule ?

Ou bien celui-ci donnait la priorité au caractère « pratique », « réaliste » de la politique de front unique ?

7) Front Unique et Front Populaire

Le virage de Staline

Dans le vocabulaire stalinien, il faut distinguer ce front populaire du front unique PC-PS.

Pour les communistes, la nécessaire alliance du prolétariat avec les “travailleurs indépendants” (artisans, détaillants, petits paysans, professions libérales), passe par l’alliance avec le parti radical, passé subitement de “parti bourgeois” à “parti des classes moyennes”. Le but est de gagner le fascisme de vitesse de crainte que les classes moyennes se montrent sensibles à son attrait, en incluant dans le Front populaire le Parti radical, leur principal représentant.

En fait, du côté de l’Internationale Communiste, au service des intérêts de l’URSS et plus précisément de ceux qui la gouvernent, il s’agit de chercher l’alliance défensive contre Hitler avec les démocraties occidentales et, par conséquent, ne rien faire qui puisse les offusquer.

Le 7^{ème} congrès de l’IC stalinisée officialisera en août 1935 la politique de Front Populaire.

Il n’est plus question pour les communistes de renverser le capitalisme et de conquérir le pouvoir, mais uniquement de la défense contre le fascisme.

Le rapport introductif parle de constituer « un gouvernement de front unique prolétarien ou de front populaire antifasciste », possible et nécessaire dans l’intérêt du prolétariat. Il précise bien qu’un tel gouvernement est autre chose qu’un « gouvernement qui peut être établi après la victoire de la révolution prolétarienne », autre chose que le gouvernement ouvrier du 4^{ème} congrès de l’IC.

Il propose donc clairement la constitution d’un gouvernement dans le cadre de la société bourgeoise, autrement dit un gouvernement bourgeois, en alliance avec des partis qualifiés de « petits-bourgeois », sur un programme limité, destinés seulement à tenir en échec le fascisme et défendre la démocratie bourgeoise.

C’est évidemment une rupture majeure.

Il y a la confusion du langage front unique / front populaire qui masque en partie la rupture.

La politique de Front unique vise comme on l’a vu à unifier le prolétariat.

La politique de Front Populaire est justifiée par la nécessité pour le prolétariat de rechercher des alliances de classe. Pour gagner la petite bourgeoisie attachée à la démocratie parlementaire, il faut s’entendre avec les partis petits bourgeois qui la représentent.

Or on l’a bien vu dans la montée du fascisme, la petite bourgeoisie n’est pas obligatoirement attachée à la démocratie parlementaire. En face de la crise de la société bourgeoise, elle oscille entre les deux classes fondamentales, la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Et l’alliance avec les partis bourgeois et petits bourgeois ne renforce pas la classe ouvrière, l’expérience du mouvement ouvrier depuis 1848 le montre.

On va le voir rapidement en France, au Chili, en Espagne ...

Alors que la Grève Générale a commencé en France, Trotsky écrit le 9 juin un article intitulé “ la révolution française a commencé ” :

« S'arrachant aux cadres corporatifs et locaux, le mouvement gréviste est devenu redoutable non seulement pour la société bourgeoise, mais aussi pour ses propres représentants parlementaires ou syndicaux, qui sont actuellement avant tout préoccupés de ne pas voir la réalité. Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution..... »

Le déclenchement de la grève est provoqué, dit-on, par les “ espoirs ” dans le gouvernement de Front Populaire. Ce n’est qu’un quart de la vérité, et même moins. S’il ne s’était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n’auraient pas couru le risque de la lutte. Dans la grève s’exprime, avant tout, la méfiance ou le manque de confiance des ouvriers, sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du

moins dans sa capacité de briser les obstacles et de venir à bout de ses tâches. Les prolétaires veulent " aider " le gouvernement, mais à leur façon, à la façon prolétarienne.... »

La mobilisation de masse s'enclenche par le refus du fascisme en réponse au 6 février 1934. La volonté d'unité jointe au changement de position de Staline permet une unité très large, incluant toutes les grandes forces politiques syndicales, associatives et coopératives. Malgré l'absence ou la faiblesse des comités de base organisant cette unité, elle donne de la force aux luttes et permet deux ans après la victoire électorale du Front Populaire, qui elle même favorise, à son corps défendant, l'ampleur des grèves.

La satisfaction des revendications, l'obtention de réformes progressistes passe par l'action de masse, la grève. Quand la grève est puissante, le gouvernement octroie des revendications plus avancées que son programme. Dès que celle ci diminue, il n'y a plus de décision importante du gouvernement de Front Populaire, que des reculs.

En Juin 1936, la situation était objectivement révolutionnaire car la grève posait par son caractère la question du pouvoir, le mouvement posait la question de savoir qui serait maître des entreprises... mais les directions PS-PC-CGT avaient tous comme pensée première de trouver une solution pour mettre un terme au mouvement sans porter la moindre atteinte à la propriété capitaliste.

Partout on retrouvera cette logique politique. Puisqu'il y a un accord avec des partis bourgeois et petits bourgeois, il ne faut pas que le mouvement déborde le cadre de la société bourgeoise pour garder cet accord politique. Et la bourgeoisie s'appuie sur cette trahison pour reprendre l'offensive.

9) **Gouvernement ouvrier**

► **5 Novembre/5 décembre 1922 : 4^o congrès IC**

continuation du 3^o congrès, avec l'analyse que la classe ouvrière est sur la défensive, que les communistes doivent être l'élément unificateur de la classe, et qu'il faut renforcer la tactique de FU . La question du gouvernement ouvrier provoque de multiples débats et interventions qui essaient de clarifier cette notion, contre les positions ultra-gauches, défendues en particulier par Bordiga et Ruth Fisher, représentante de la gauche allemande,

cf Ernst Meyer (Pierre Franck p 226)

« .. le gouvernement ouvrier se différencie essentiellement d'un gouvernement social démocrate en ceci qu'il ne porte pas seulement l'étiquette d'une politique socialiste mais qu'il poursuit dans sa pratique véritablement une politique socialiste communiste. Dans cette mesure, la base d'un gouvernement ouvrier ne sera pas une base parlementaire ou ne sera parlementaire que d'une manière secondaire, il devra être porté par des larges masses et sa politique se différenciera fondamentalement de la politique des gouvernements sociaux démocrates que nous avons à présent dans quelques länder d'Allemagne.....Est-il possible qu'un gouvernement ouvrier se maintienne longtemps ou bien ne sera-t-il qu'une durée tout à fait transitoire ?

Le gouvernement ouvrier n'est pas la dictature du prolétariat, il est tout d'abord un mot d'ordre que nous présentons pour gagner et ainsi convaincre les ouvriers que la classe prolétarienne doit s'organiser dans un combat commun contre la bourgeoisie. Si ce mot d'ordre est suivi ou accepté par la majorité de la classe ouvrière, si celle-ci adopte effectivement la lutte pour ce mot d'ordre, il apparaîtra que la tentative de réalisation de ce gouvernement ouvrier, du moins dans la plupart des pays ayant une population fortement prolétarienne, conduira soit immédiatement à la dictature du prolétariat, soit à des phases prolongées de luttes de classes très aiguës, donc à la guerre civile sous toutes ses formes »

cf Radek (Pierre Franck p 227)

« le gouvernement ouvrier n'est pas la dictature du prolétariat, il est un des points de départ possible vers la dictature du prolétariat...les masses ouvrières en occident ...sont organisées dans des partis et attachées à ces partis...oui, pas de coalition avec la bourgeoisie, mieux vaut une coalition de partis ouvriers qui nous assureront la journée de 8 heures, plus de pain, etc.. alors naîtra un tel gouvernement ouvrier, soit dans des combats préliminaires, soit sur la base d'une combinaison parlementaire. Il serait stupide de le rejeter pour des raisons doctrinaires.... si nous développons dans les masses l'idée que le gouvernement ouvrier ne serait de la merde, que si derrière lui ne se trouvent pas les ouvriers qui s'arment, qui élisent des comités, qui poussent ce gouvernement de l'avant et ne lui permettent pas de conclure des compromis sur la droite, alors le gouvernement ouvrier sera un point de départ pour la lutte pour la dictature du prolétariat »

Résolution sur la tactique très importante

« XI. Le gouvernement ouvrier

Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande général. Mais, comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, où le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique.

Dans ces pays, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique.

Les partis de la II^o Internationale cherchent, dans ces pays, à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la II^o Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer

ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber dans les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire, peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et, éventuellement, à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner des luttes révolutionnaires. Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec des partis et des organisations ouvrières non-communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que si des garanties sont données que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie dans le sens indiqué plus haut. Dans ce cas, les conditions naturelles de la participation des communistes à un semblable gouvernement seraient les suivantes :

La participation au gouvernement ouvrier ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation de l'Internationale Communiste ;

Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent soumis au contrôle le plus strict de leur parti ;

Les membres communistes du gouvernement ouvrier restent en contact étroit avec les organisations révolutionnaires des masses ;

Le parti communiste maintient absolument sa physionomie et l'indépendance complète de son agitation.

Malgré ses grands avantages, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier a aussi ses dangers, de même que toute la tactique du front unique. Pour parer à ces dangers, les partis communistes ne doivent pas perdre de vue que, si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement vraiment prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire de pouvoir du prolétariat.

L'Internationale Communiste doit envisager les éventualités suivantes :

Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie ; il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre ;

Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne) ;

Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie, etc. ;

Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes ;

Un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par un Parti Communiste.

Les deux premiers types de gouvernement ouvrier ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders

ouvriers contre-révolutionnaires. Ces « gouvernements ouvriers » sont tolérés dans les périodes critiques de la bourgeoisie affaiblie pour tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même pour détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et gagner du temps, avec l'aide des leaders ouvriers corrompus. Les communistes ne devront pas participer à de pareils gouvernements. Au contraire, ils devront démasquer impitoyablement devant les masses le véritable caractère de ces faux « gouvernements ouvriers ». Dans la période de déclin du capitalisme, où la tâche principale consiste à gagner à la révolution la majorité du prolétariat, ces gouvernements, objectivement, peuvent contribuer à précipiter le processus de décomposition du régime bourgeois.

Les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers, social-démocrates, chrétiens, sans parti, syndicalistes, etc., qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Les communistes sont également disposés, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement ouvrier non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat.

Les deux autres types de gouvernement ouvrier auxquels peuvent participer les communistes ne sont pas encore la dictature du prolétariat ; ils ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier composé de communistes. »

9) Démarche transitoire

Troisième congrès IC - juin 1921

En même temps que fait rage la discussion sur la conquête des masses et le front unique, on débat sur les revendications transitoires.

Thèses sur la tactique

« V. COMBATS ET REVENDICATIONS PARTIELLES

Les Partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masses du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes – en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leur besoins vitaux – comment il faut mener la bataille et qui par là leur révèle la traîtrise de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats, et de provoquer ces combats, que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrées de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible ; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme.

Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature. La social-démocratie qui, maintenant, au moment où le capitalisme n'est plus en état d'assurer aux ouvriers même une existence d'esclaves rassasiés, présente le vieux programme social-démocrate des réformes pacifiques, réformes qui doivent être réalisées par la voie pacifique sur le terrain et dans le cadre du capitalisme en faillite, cette social-démocratie trompe sciemment les masses ouvrières. Non seulement le capitalisme, pendant la période de sa dislocation, n'est pas capable d'assurer aux ouvriers des conditions d'existence quelque peu humaines, mais encore les social-démocrates, les réformistes de tous les pays prouvent chaque jour qu'ils n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme.

Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industrie sans que la bourgeoisie soit vaincue, ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction « systématique » de l'édifice économique. ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire.

Si dans ce programme de nationalisation, par exemple de l'industrie du charbon, l'idée lassalienne joue encore un rôle pour fixer toutes les énergies du prolétariat sur une revendication unique, pour en faire un levier d'action révolutionnaire conduisant par son développement à la lutte pour le pouvoir, dans ce cas nous avons affaire à une rêverie de songe-creux : la classe ouvrière souffre aujourd'hui dans tous les Etats capitalistes de fléaux si nombreux et si effroyables qu'il est impossible de combattre toutes ces charges écrasantes et ces coups en poursuivant un objet trop subtil tout à fait imaginaire. Il faut au contraire prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes

révolutionnaires qui, dans leur ensemble, pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale. Les Partis communistes ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum tendant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but directeur, leur tâche actuelle. Mais pour remplir cette tâche, les Partis Communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuraire de la classe capitaliste.

Les Partis Communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté de combattre pour la dictature. C'est la tâche des Partis Communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. Toute action partielle entreprise par les masses ouvrières pour des revendications partielles, toute grève économique sérieuse, provoque immédiatement la mobilisation de toute la bourgeoisie pour protéger ceux des entrepreneurs qui sont menacés, et pour rendre impossible toute victoire, ne fût-ce que partielle du prolétariat (Secours technique des briseurs de grèves bourgeois pendant la grève des cheminots anglais, fascistes). La bourgeoisie mobilise également tout le mécanisme de l'Etat pour combattre les ouvriers (militarisation des ouvriers en Pologne, lois d'exception pendant la grève des mineurs en Angleterre). Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles sont entraînés automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Dans la mesure où les luttes pour des revendications partielles, où les luttes partielles des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme, le Parti Communiste a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux, jusque et y compris celui du renversement direct de l'adversaire.

En établissant leurs revendications partielles, les partis communistes doivent veiller à ce que ces revendications, ayant leur attache dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser.

Tous les mots d'ordre concrets ayant leur source dans les besoins économiques des masses ouvrières doivent être introduits dans le plan de la lutte pour le contrôle ouvrier, qui ne sera pas un système d'organisation bureaucratique de l'économie nationale sous le régime du capitalisme, mais la lutte contre le capitalisme menée par les soviets industriels et les syndicats révolutionnaires. Ce n'est que par la construction d'organisations industrielles de cette sorte, ce n'est que par leur liaison en branches d'industrie et en centres industriels, que la lutte des masses ouvrières pourra acquérir une unité organique, qu'une opposition pourra être faite à la division des masses par la social-démocratie et par les chefs syndicaux. Les soviets industriels accompliront cette tâche seulement s'ils prennent naissance dans la lutte pour des buts économiques communs aux plus larges masses des ouvriers, seulement s'il créent la liaison entre toutes les parties révolutionnaires du prolétariat : le Parti Communiste, les ouvriers révolutionnaires et les syndicats en voie de développement révolutionnaire.

Toute objection contre l'élévation de revendications partielles de ce genre, toute accusation de réformisme sous prétexte de ces luttes partielles, découlent de cette même incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire qui s'est manifestée déjà dans l'opposition de certains groupes communistes à la participation aux syndicats et à l'utilisation du parlementarisme. Il ne s'agit point de se borner à prêcher toujours au prolétariat les buts finaux, mais de faire progresser une lutte concrète, qui seule peut le conduire à lutter pour ces buts finaux. A quel point les objections contre les revendications partielles sont dénuées de base et étrangères aux exigences de la vie révolutionnaire, cela ressort surtout du fait que même les petites organisations fondées par les communistes dits de gauche, comme asiles de la pure doctrine, ont été obligées de mettre en avant des revendications partielles, quand elles ont voulu essayer d'entraîner dans la lutte des masses ouvrières plus nombreuses que celles qui se groupent autour d'elles ou quand elles veulent prendre part aux luttes des grandes masses populaires pour pouvoir y exercer leur influence.

La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste, et que pour cette raison la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme.

Tandis que les capitalistes profitent de l'armée toujours croissante des sans-travail pour exercer une pression sur le travail organisé en vue d'une réduction des salaires, les social-démocrates, les Indépendants et les chefs officiels des syndicats se détournent lâchement des sans-travail, les considèrent simplement comme sujets de la bienfaisance gouvernementale et syndicale et les caractérisent politiquement comme un lumpenprolétariat. Les communistes doivent se rendre clairement compte que dans les conditions actuelles l'armée des sans-travail constitue un facteur révolutionnaire d'une valeur colossale. La direction de cette armée doit être prise par les communistes. Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les communistes doivent hâter le renouvellement des syndicats, en premier lieu leur libération de l'influence des chefs traîtres. Le parti communiste, en unissant les sans-travail à l'avant-garde du prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste, retiendra les éléments les plus révolutionnaires et les plus impatients des sans-travail d'actes désespérés isolés et rendra capable toute la masse d'appuyer dans des conditions favorables l'attaque commencée par un groupe de prolétaires, de développer ce conflit au-delà des cadres donnés, d'en faire le point de départ d'une offensive décidée ; en un mot il transformera toute cette masse et, d'une armée de réserve de l'industrie, il en fera une armée active de la révolution.

En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les partis communistes ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre, ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière, trahi par les chefs contre-révolutionnaires, au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière : plus large est la couche de sans-travail et de travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt commun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leurs sort déchire la classe ouvrière et est en fait contre-révolutionnaire. Le Parti Communiste, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir par la propagande cet intérêt commun. il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant dans certaines circonstances le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière. »

Léon Trotski définira plus tard la problématique transitoire :

« il faut aider les masses dans le processus de leur lutte quotidienne à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat ».

Derrière le système des revendications transitoires, l'enjeu, c'est l'accumulation d'expériences sociales qui déstabilisent le système, indiquent une organisation économique et sociale, et montrent les capacités du salariat dans cette perspective.

Ce problème est aussi abordé plus tard par Gramsci avec son « concept d'hégémonie politico-éthique » que doit conquérir une classe opprimée au sein de la société avant de pouvoir conquérir le pouvoir politique.. Bien entendu, tant que nous sommes dans une situation normale, c'est de la propagande et des expériences à portée limitée... dans une situation d'accélération sociale, cela s'intègre dans toute une période préparatoire à la conquête du pouvoir politique.

Rapide conclusion

Beaucoup de choses dans cette période sans compter ce qui va suivre, révolution espagnole, etc..

Le choix a été fait de centrer sur questions stratégiques, les conditions d'élaboration des concepts qui vont être utilisés durant tout le siècle et qui le sont encore... pas toujours en les replaçant dans leur contexte.

Cette période est très intéressante, car sont abordées durant une quinzaine d'années les questions essentielles pour une bonne part toujours d'actualité ...

- actualité révolution socialiste, révolution prolétarienne
- révolution permanente
- place conseils, dualité pouvoir
- place institutions, assemblées
- quelle démocratie des conseils
- la théorie de l'insurrection
- la front unique
- front unique et front populaire
- la démarche transitoire
- le gouvernement ouvrier...

Car la question clé reste bien celle du pouvoir politique.

Gardons en mémoire que la première spécificité de la révolution socialiste, c'est que les travailleurs ne peuvent instaurer de nouvelles relations sociales, ne peuvent conquérir durablement des positions sans changement de toute la structure sociale et politique.

Les contre pouvoirs sont utiles, la lutte pour les réformes est indispensable, des expériences partielles de contrôle, d'autogestion dans les entreprises ou dans des communes sont décisives mais pas assez fortes pour commencer un processus de transformation des rapports sociaux.

Il faut conquérir le pouvoir.